



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



RUÉE VERS L'OR EN HAÏTI! - KIYÈS K AP VIN RICH?

Voir page 11

Des femmes haïtiennes lavent le gravier à la batée pour en extraire de l'or. Les gens dans ce village n'arrêtent pas de creuser la terre depuis les années 1960 pour en extraire de l'or. Come le prix de l'or a augmenté durant ces dernières années, aujourd'hui environ 80% de la population s'affairent à creuser pour extraire de l'or.

Photo Credit Ben Depp



MOLEGHAF kont tout pwojè bidon nan katye popilè yo

Page 6



Position discordante autour de l'éventuelle publication de l'amendement constitutionnel

Page 8



Environnement Rio + 20 De Stockholm à Rio de Janeiro, plus de recul que de progrès

Page 12



EXPULSION DE 2 EX-SÉNATEURS DE L'INITE !

Voir page 4

La perfidie de René Préval a accouché de deux larrons opportunistes, Joseph Lambert et Kely C. Bastien, aujourd'hui rejetés par l'Inite. A quand le tour de René Préval lui-même?



Evo Morales reprend le contrôle de la production d'énergie

Page 17

Quand la bourgeoisie compatit au sort des masses !

Par Berthony Dupont

Le régime actuel au pouvoir prend sa source au même endroit que son prédécesseur René Garcia Préval. Ils se sont tous deux allaités à la mamelle de Washington, et c'est ce qui explique qu'ils n'ont pas de trop grandes différences dans leur pratique politique, d'autant qu'ils opèrent sous les diktats des forces occupantes. Un autre de leurs points communs, et qui passe pour leur point fort, est la facilité avec laquelle ils ont ouvert le pays aux compagnies multinationales pour s'accaparer les richesses restantes du pays.

Le capitalisme, ce mode d'organisation économique et sociale, est non seulement un système violemment injuste mais également et profondément inefficace. Profitant des conditions misérables dans lesquelles ce système a conduit le peuple, Martelly et Lamothe tentent aujourd'hui d'utiliser la compassion pour essayer de faire une quelconque différence dans leurs rapports avec les masses populaires. Une façon de mieux faciliter leur emprise sur le pouvoir à dessein de contrôler l'oppression et l'exploitation.

C'est dans cette perspective que cette bourgeoisie pour montrer qu'elle compatit au sort des masses souffrantes n'a jamais cessé d'enfanter des programmes sociaux tels que « kay pa m; ban m limyè, ban m lavi ; aba grangou » et les derniers nés sont « ti manman cheri » et la « carte rose » d'assurance santé pour mieux amadouer le peuple. Quel déballage ! Et quelle triste image d'un régime anti-peuple, mais qui pour se faire une belle image jongle avec les vertus de la démocratie ! A bien comprendre, ces offres fantasmagoriques ne servent qu'à tromper les gens et attirer leurs bonnes grâces. Le rôle fondamental de ce régime est de freiner la résistance populaire. Voilà pourquoi ce gouvernement se comporte en pompiers pour calmer l'ardeur des revendications des masses face à la misère, la pauvreté et le chômage etc.

Comme publiés par le gouvernement, les objectifs du programme « Ti manman cheri » visent à : « Réduire la charge financière de l'éducation ; améliorer les capacités humaines des générations futures ; améliorer la rétention et la fréquentation scolaires des enfants bénéficiaires ; influencer positivement sur la qualité des écoles et l'autonomisation des femmes et injecter de la liquidité dans l'économie locale »

Par ces objectifs quelle va être la différence avec le projet du fond d'éducation de Martelly ? Le cynisme dans tous ces étalages de programmes bidon est tout d'abord du fait que non seulement ils se ressemblent, mais de plus qu'ils sont

créés uniquement à des fins de propagande pour le régime sans que soit réellement mis en place un système véritable pour satisfaire les réels besoins de la population.

Les solutions de replâtrage ne résoudront pas les problèmes économiques. Ces programmes n'élimineront pas les mécanismes qui rendent nécessaires l'accroissement permanent des exportations de nos ressources et l'endettement chronique. Plus fondamentalement, elles ne résolvent pas le problème de l'avenir du pays occupé par les forces des Nations-unies.

En vérité ce qui se cache derrière ces programmes, c'est la campagne électorale qui est déjà en cours, sans qu'il n'y ait aucune élection en préparation. Si le gouvernement voulait justement encadrer les masses pourquoi n'autorise-t-il pas une réforme agraire ? Pourquoi ces programmes ne sont-ils pas étendus sur tout le territoire de la République ? Pourquoi choisir Cité Soleil, quand il y a des endroits très reculés du pays, où les gens vivent encore dans un état très précaire.

Pourquoi ont-ils ciblé Cité Soleil, Fort national, Bel air et tant d'autres bidonvilles ? Est ce dans ces quartiers populaires que réside uniquement la misère ? Faut-il faire un rapprochement avec ces mêmes zones qui sous les régimes de Latortue /Boniface et de Préval, étaient considérées comme des zones à risques, des zones de non-droit, qu'il fallait pacifier ou même éliminer ?

Cette classe que représentent les Martelly, les Lamothe, les Apaid, Boulos et Baker n'a-t-elle pas fait massacrer en plusieurs occasions un tas de gens à Cité Soleil pour briser leur résistance active et le ciment d'unité qui les soudait ensemble ? Des femmes aussi bien que des enfants, n'ont même pas été épargnés lors des massacres de la Minustah. Ces victimes avaient simplement commis l'unique péché d'être des pauvres et de ne pas supporter le coup d'état des riches à l'origine de l'occupation du pays jusqu'à nos jours.

Puisque cette bourgeoisie réactionnaire jette tous ses moyens dans la bataille pour combattre les masses, reste à savoir, comment, et quel prix politique, dans les mois à venir, vont devoir payer les organisations progressistes qui militent dans ces quartiers-là afin de tuer leurs revendications.

Qu'on prenne garde à cette bourgeoisie ! Dans ce cas comme bien dans d'autres, il nous faut garder une claire conscience de la situation réelle du pays où le peuple continue d'être soumis à l'ignominieux système capitaliste. Aujourd'hui nul ne peut nous tromper avec des arguments farfelus de pitié et de réformes apparentes, car notre lutte pour le changement doit continuer jusqu'à notre victoire certaine.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudél C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : ____ / ____ / ____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Ordination du révérend Chanoine Ogé Beauvoir

Le mardi 22 mai 2012, à la cathédrale de la Sainte-Trinité à Port-au-Prince, le révérend Chanoine Ogé Beauvoir a été consacré Evêque suffragant du diocèse du grand Nord. La cérémonie liturgique de consécration a été présidée par le consécrateur principal de l'Eglise anglicane Katharine Jefferts Schori et secondé par l'Evêque, président et Primat de l'Eglise Episcopale, Mgr. Jean Zaché Duracin, DD. Le primat de l'Eglise épiscopale a rappelé au nouvel Evêque sa responsabilité dans cette nouvelle fonction à travers sa mission. « Vous êtes là non pas pour être servi, mais pour servir et donner la vie en rançon pour la multitude. »

Le révérend James H. Cooper, dans son sermon du jour a rappelé les trois (3) fonctions ecclésiastiques qui attendent le nouvel évêque sur le plan stratégique de l'église anglicane. Celles-ci reposent sur l'inspiration, la formation et l'action. Pour lui, le révérend Ogé Beauvoir est consacré évêque parce qu'il a répondu à ces trois critères, par son dévouement, sa compassion, son sens de sacrifice pour la formation et diverses autres actions dans son parcours de serviteur de Dieu. Pour sa part, l'évêque Beauvoir dans son discours a pris l'engagement de servir fidèlement le ministère épiscopal durant toute sa vie.

Le révérend Ogé Beauvoir a été diplômé à l'Université Montréal Di-



Le révérend Chanoine Ogé Beauvoir a été consacré Evêque suffragant du diocèse du grand Nord

océsain Théologique Collège du Canada, affiliée à l'Université Mc Gill. Il était doyen du séminaire de théologie de l'Eglise Episcopale d'Haïti, doyen également de la Faculté des Sciences religieuses de l'université nationale Episcopale d'Haïti, directeur exécutif du Bureau anglican de l'éducation en Haïti (BAEH). Il a obtenu le grade de doctoris Sanctae Theologicae de Montréal Collège. Il est marié et père de deux (2) filles. Il avait été élu évêque suffragant de l'Eglise épiscopale d'Haïti le 25 novembre 2011 et a été consacré Evêque le 2 mai 2012. Il a été installé à son siège le dimanche 27 mai 2012 au Cap-Haïtien.

Grave accident à Jacmel, 3 morts

Par Jackson Rateau

Le soir du samedi 26 mai dernier, Laux environs de 8 heures, dans la ville de Jacmel, 3 jeunes compris entre 22 et 26 ans, ont trouvé la mort dans un terrible accident. Les jeunes juchés sur 3 motocyclettes rentraient en collision avec une camionnette qui circu-

lait sans phare ni signal, alors que ces jeunes eux-mêmes revenaient de la plage nommée 'Raymond les Bains'.

Cet accident mortel a provoqué la colère de beaucoup d'autres jeunes de la ville qui ont gagné les rues le matin du lundi 28 mai, dressant des barricades enflammées, pour exiger l'arrestation du chauffeur, déjà parti en cavale.

Les manifestants ont demandé

au Département de la Police Routière de la PNH de prendre ses responsabilités, en ce qui concerne le bon de fonctionnement des véhicules circulant sur les réseaux routiers. A cause de l'incompétence, de l'irresponsabilité et de la nonchalance des instances concernées irresponsables, nos concitoyens meurent chaque jour dans ces mêmes accidents regrettables.

Corruption en Haïti: Rapport accablant du département d'Etat

Une année après l'arrivée de l'équipe Tèt Kale au pouvoir en Haïti (14 mai 2011-14 mai 2012) ; le département d'Etat des Etats-Unis, dans son rapport annuel a dressé un bilan accablant sur la corruption qui gangrène les grands pouvoirs de l'Etat et les violations systématiques des droits humains en Haïti. «La corruption en Haïti est grave et chronique, elle s'étend à toutes les branches du pouvoir. Le rapport relève la corruption généralisée, les arrestations arbitraires, les conditions de détention et le harcèlement moral sont monnaies courantes durant ces derniers mois. » A souligné le rapport.

La situation des droits humains se détériore quotidiennement par des exécutions extrajudiciaires et des abus d'autorité ; les violences et les discriminations contre les femmes, les viols et les violences domestiques. Le rapport a également mis un accent particulier sur les abus et les violations des droits de l'homme commis par les casques bleus des Nations Unies en Haïti.

Les forces d'occupation de l'ONU,

présentes en Haïti depuis environ huit longues années, au sein de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) sont accusées notamment d'abus sexuels et responsables de l'importation de l'épidémie de Choléra en Haïti.

Le cas du jeune Johny Jean violé par les 4 soldats de l'ONU en juillet 2011 à Port-Salut, dans le Sud du pays, abandonné par l'Etat haïtien et qui tarde toujours à retrouver justice et réparation est une preuve patente du non-respect de la personne humaine en Haïti. La propagation de la maladie de Choléra en Haïti depuis Octobre 2010 a déjà tué plus de 7000 personnes, infectées 500 mille et continue à faire rage dans le pays. Le Centre de Traitements du Choléra (CTC) des Médecins Sans Frontières (MSF) sont débordés de patients souffrant de Choléra. Durant les premiers mois de l'année 2012, 132 personnes sont mortes du Choléra et plus de 13 mille autres sont infectées. Les travailleurs humanitaires de (MSF) ont exprimé leur inquiétude et de

graves préoccupations face à la résurgence de l'épidémie mortelle de Choléra.

Selon les estimations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), près de 200 mille personnes supplémentaires pourraient contracter la maladie de Choléra en 2012. Les organisations populaires et progressistes ont déjà dénoncé la corruption et les graves violations des droits humains commises par les soldats des Nations Unies en Haïti. Mais les régimes corrompus au pouvoir, particulièrement celui qui se réclame de « Tèt Kale, Kale Tèt » de Michel Joseph Martelly et les forces d'occupations de l'ONU présentes sur le territoire national depuis 8 ans, ont toujours bénéficié des supports pleins et entiers par ceux-là même qui les dénoncent aujourd'hui. Ce régime corrompu dans toutes ses composantes est supporté par les Etats-Unis et les forces d'occupation de l'ONU, la MINUSTAH, celles-ci imposées par les puissances impérialistes pour maintenir leur domination féroce du capital sur l'humain.

Rabais! Le riz parfumé au meilleur goût, cuit en 12 minutes.

Rabais! Champion: Le meilleur Riz Basmati du monde

Rabais! Groenland, du lait frais à 100% pur.

Rabais! Patent Barley & Glucose de la marque Dr Robert rendent les enfants plus forts et coûtent moins chers. Bouillis ou refroidis.

Rabais! Délicieux: Real Guyana Chowmein, la recette au dos du sachet.

Rabais! Champion: Meilleur farine pour la pâtisserie.

Rabais! Beurre du marque Anchor, pour les yeux et la peau.

Rabais! Le Thé Senna de la marque Dr Robert, nettoie l'estomac.

Rabais! Break-O-Day Snack Up

Rabais! Break-O-Day Nice

Rabais! Break-O-Day Lemon Puff

Rabais! Break-O-Day Ginger

Un paquet de fromage Tip-Top vous assurent 8 sandwiches.

Look on all store shelves, supermarkets, delis & discount stores. Wholesale: **AFN 908-486-0077**. Blue Angel, 24 Brooklyn Terminal Market, Brooklyn, NY.

Expulsion de 2 ex-sénateurs de l'INITE !

Par Isabelle L. Papillon

Par une résolution rendue publique le 25 mai 2012, les deux (2) ex-sénateurs de l'ancienne plateforme électorale « Lespwa » : Joseph Lambert du Sud-Est et Kely C. Bastien du Nord ont été exclus de la nouvelle plateforme électorale dénommée : INITE, fondée d'un ramassis de différents membres de partis politiques de toutes tendances par l'ex-président René Prével. Le motif de cette expulsion est l'atteinte aux intérêts fondamentaux de l'organisation. Cette résolution fait directement suite au « woumble » de Mirebalais réalisé le 1er, 2 et 3 mars 2012. « En attendant de tirer au clair les récents positionnements des uns et des autres, il a paru nécessaire, opportun, impérieux de traiter définitivement le cas des sénateurs Joseph Lambert et Kely Bastien.

A ce sujet, il a été observé que ces deux parlementaires ont :

Cessé de participer aux réunions et activités de la Plateforme ;

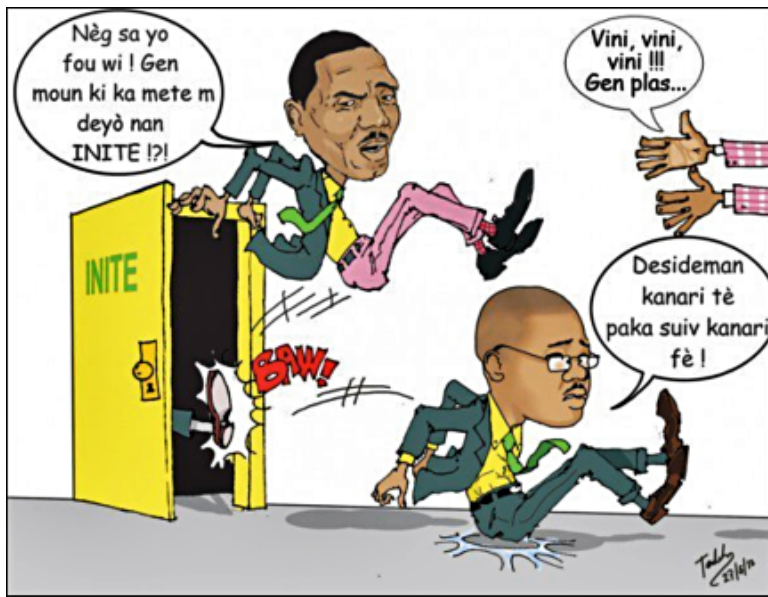
Coupé toute relation avec le Comité Exécutif ;

Pris, sur des questions politiques de la plus grande importance, des positions contraires aux orientations ou aux décisions dégagées par les instances supérieures de la Plateforme », lit-on dans la résolution.

Il est donc évident que ces membres portent délibérément atteinte aux intérêts fondamentaux de l'organisation.

Par ces causes et motifs, le Comité Exécutif de la plateforme INITE est parvenu à la conclusion que « les sénateurs Joseph Lambert et Kely C. Bastien ont perdu leur qualité de membres et, partant, les droits qui y sont attachés ». Les signataires de la résolution sont : Levaillant Louis-Jeune (Coordonnateur national, actuel président de la Chambre des députés) ; Jean Joseph Molière (Coordonnateur national adjoint, ex-ministre de la Santé et de l'Intérieur durant le premier mandat de René Prével, 1996-2001) ; Laurent Beaugé (Secrétaire général) ; Jean Gué (Secrétaire général adjoint) ; Paul Denis (Grand conseiller, ex-ministre de la Justice au cours du second mandat de René Prével, 2006-2011) ; Paul Antoine Bien-Aimé (Grand conseiller, ex-ministre de l'Intérieur sous Prével, 2006-2011) ; Sorel Jacinthe (Porte-parole, député en fonction et ex-président de la Chambre des députés) ; Marjory Michel (Trésorière, ex-ministre de la Condition féminine sous Prével, 2006-2011) ; Gérald Germain (Coordonnateur à la formation, ex-ministre des Affaires sociales durant les deux mandats de Prével) ; Marie Denise Claude (Coordonnateur à l'organisation) ; Rosemila Petit-Frère (Coordonnateur à la condition féminine) ; Aurore Lainé Belle-Fleur (Membre) ; Anthony Dumont (Membre) ; Dieudonne Saincy (Membre). Le nom de l'ex-ministre chargé des relations avec le parlement, Joseph J. Jasmin (Porte-parole) figure également au bas du document mais ne comporte pas sa signature.

Le directoire de l'INITE qui a un mandat pour transformer cette plateforme électorale en une organisation politique moderne a fait valoir une position de principe sur ce que doit être l'attitude que cette structure politique est en droit d'espérer de ces élus membres. Ils



« Woumble » de la plateforme Inite à Mirebalais au début du mois de mars 2012

ont tout simplement cessé de participer aux réunions et activités de la plateforme ; ils ont interrompu toutes les relations avec le Comité exécutif et pris sur des questions politiques de la plus grande importance, des positions contraires aux orientations et aux décisions dégagées par les instances supérieures de la plateforme. Il est évident que ces membres portent délibérément atteinte aux intérêts fondamentaux de l'organisation.

Suite au « woumble » de Mirebalais au début du mois de mars dernier, les ex-sénateurs, Joseph Lambert et Kely C. Bastien avaient été élus respectivement grand conseiller aux affaires stratégiques et grand conseiller aux affaires de la jeunesse. Le premier représente une organisation régionale dénommée : Konbit Sidès et le second une organisation politique dénommée : ESCAMP/KOREGA et membre de l'ex-bloc anti-néolibéral à la Chambre des députés.

Il était clair que l'INITE ne participerait pas au gouvernement Martelly/Lamothe. A la suite de différentes rencontres, les dirigeants de l'INITE ont décliné toute forme de participation au gouvernement et toute offre qui leur était faite de participer à la nouvelle équipe Tèt Kale, Kale Tèt de Michel Martelly. « Nous leur avons expliqué que notre parti avait une orientation politique différente de celle de l'équipe actuelle, et que l'INITE ne désignera pas de représentant au gouvernement. On se démarque de tout poste, on veut servir le pays sans sa participation au gouvernement » a indiqué l'un des membres du directoire de l'INITE, Dieudonne Saincy. Cette décision a été prise à l'unanimité au sein du directoire de l'INITE. Il avait tenu à préciser que si un membre de cette plateforme était nommé au gouvernement, il s'agissait d'une initiative personnelle de laquelle INITE se démarque officiellement.

Alors que le grand conseiller pour les affaires stratégiques de

l'INITE, l'ex-coordonnateur de cette plateforme, Joseph Lambert est actuellement nommé conseiller spécial du président Michel Martelly et prochain candidat Tèt Kale au Sénat, supporté par le président lui-même. Kely C. Bastien avait affirmé qu'il avait été présenté pour le poste du ministre de l'environnement du gouvernement Martelly/Lamothe. Sa candidature s'est vue honteusement rejetée par le président Martelly. Tandis que l'ex-sénateur d'INITE, Rodolph Joazile est nommé ministre de la défense du gouvernement actuel.

La décision des membres du directoire de l'INITE n'est pas restée sans réaction. En effet, des partis et organisations tels : Le MIRN de Luc Fleurinord, le Konbit Sidès de Lambert ont menacé de se retirer de l'INITE.

De leur côté, dans une note signée de Kely Bastien et de Joseph Lambert, les deux anciens Sénateurs condamnent

Suite à la page (16)

Le cas du cadavre de Elma Jean Wilbert

Par J. Fatal Piard

Le jeudi 24 mai dernier, tôt dans la matinée la circulation était drastiquement impraticable au niveau de Delmas 101. De quoi en était-il exactement ? De tous les coins et recoins de Pétion-Ville, des rumeurs persistantes faisaient état d'un cadavre qui serait revenu à la vie au cours des cérémonies funéraires. Rien que ces éléments d'information suffisaient amplement pour attirer la grande foule sur les lieux. Travailleurs de presse, curieux, agents de police, parents et amis du défunt affluèrent vers l'enceinte de la bâtisse religieuse située sur l'auto route de Delmas juste à proximité de Delmas 101. Les agents de l'ordre ont eu amplement de fil à retordre pour amener les curieux à vider les lieux.

Le commissaire du Gouvernement Me Jean René Sénatus n'a pas attendu longtemps pour se porter sur les lieux de la tragédie. Là, des agents de police montaient la garde et ne laissaient traverser que les journalistes et de rares ayants droits.

« En arrivant ce matin l'employé des Entreprises Funéraires Shalom D s'est catégoriquement opposé à ce que les parents captent des portraits du défunt arguant qu'il ne nous a pas encore remis le cadavre. Voulant à tout prix satisfaire nos attentes nous nous sommes approchés de la bière pour constater que le front de la dépouille était noué d'une serviette. L'ayant enlevé, le sang d'un rouge vif giclait à profusion du côté droit de son front. Pourtant la veille, nous avons visité le cadavre qui était à la morgue depuis dix jours, il ne portait aucune trace de violence », a fait savoir Jean Louis Elma un neveu du défunt.

Parallèlement, des cris de douleurs mêlés d'indignation envahissaient l'église Baptiste Eben Ezer de Pétion-Ville. Le Commissaire du Gouvernement Me Jean René Sénatus se faisait discret près de la chair tandis qu'au dehors, des curieux en colère ont fait voler en éclat les vitres du corbillard et le chauffeur a été mis aux arrêts. «Tôt dans la matinée du mardi 15 mai 2012, mon oncle a senti un malaise et a fait une chute. Craignant une forte crise de tension, nous l'avons emmené à l'hôpital de Delmas 56. Là, quelques minutes après notre arrivée, le médecin traitant a déclaré que le malade était cliniquement mort. Les traces de violence qu'il portait au front allaient prouver que Jean Wilbert était rentré en coma et qu'il a été fort probablement achevé

à la morgue », s'est indigné son neveu Jean Louis Elma.

Des secouristes de la Croix Rouge sollicités pour transporter le cadavre ont avancé qu'il ressentait ses pouls et que ses lèvres esquissaient encore des mouvements. Alors ils ont fait appel à un médecin. Le juge de paix de Pétion-Ville a ordonné qu'on retrousse son pantalon et qu'on enlève ses chaussettes. Tous les journalistes ont constaté que l'intérieur de son pied gauche portait des traces de graves brûlures. Point n'est besoin d'être un fin médecin légiste pour parvenir à une déduction objective. Le cadavre a été mutilé à la morgue. « Quelque soit les moyens dont nous disposons, nous devons en tout état de cause mettre le cadavre à la disposition de la justice. Que ce soit dans un récipient en verre nous devons partir avec.»

Joignant le geste à la parole, les secouristes de la Croix Rouges Haïtienne ont acheminé le corps à l'Hôpital Général tout en procédant à une transfusion sanguine. Selon des informations qui circulaient, il paraît que Jean Elma 53 ans soit mort définitivement en cours de route. Par contre, au moins six personnes dont le chauffeur du corbillard, et un employé des Entreprises Funéraires Shalom D ont été mis aux arrêts. En outre, toutes les pompes funèbres du centre ville ont fait l'objet d'enquêtes...nous espérons qui ne se poursuivront pas indéfiniment. Cependant les observateurs peuvent se rendre à l'évidence à quel point le système capitaliste nous conduit à cette déchéance nauséabonde. De modestes cérémonies funéraires pour cent cinquante mille (150,000.00) goudes.

Les plus cyniques diront que ça vaut l'assassinat d'un cadavre. C'est aussi la preuve patente que les funérailles demeurent une ruine pour les vivants. Selon des témoignages, d'une jeune fille décédée tout récemment, les Entreprises Funéraires Shalom D sont loin d'être à leur coup d'essai. Ce serait une pratique assez courante dans les pompes funèbres chez nous. En 2008 un cas similaire s'était produit à l'Eglise Sainte Claire sur la route de Frères quand les parents d'un jeune avaient remarqué que le cadavre de leurs fils avait été sauvagement mutilé. De toute façon le système capitaliste dans sa phase finale de décomposition est capable du pire. Alòs touye yon kadav pou w ka fè 150,000.00 goud se rans.

KAPTE BOUKAN
101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

excelsior

Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue, Port-au-Prince, HAITI

Tels: 2512-5371
Cell: 3561-0616

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau, fournitures scolaires

DEE'S TRANSMISSION

- Transmissions Rebuilt
- Resealed & Installed
- Shocks • Brakes
- Tune-Ups

2470A Bedford Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-3674

“Comme lettre à la poste”*

Par Fanfan la Tulipe

J'ai longtemps été à la fois fasciné et intrigué par la phénoménale routine du service postal charriant des millions de courriers d'un point à un autre, à l'intérieur d'une même localité, d'une ville à une autre, d'un pays ou encore d'un continent à un autre. Peut-être que la pratique de ce colossal mouvement de missives, d'enveloppes, de colis, ne vous a jamais effleuré l'esprit tant la chose va de soi que vous déposiez une enveloppe, *tchoup*, dans une boîte postale sans imaginer un seconde le processus relativement compliqué qui fera parvenir votre courrier à destination. *Fouyapòt* comme je suis, à mes heures creuses, j'ai cherché à savoir comment tout ce truc postal a commencé et comment il est devenu et reste d'utilité publique.

Mes activités fouyapottantes m'ont amené à savoir que le plus ancien document relatif à un service postal est un papyrus datant de 255 av. J.-C., du pharaon à son ministre des finances. Ce service s'effectuait à pied, sur des distances considérables. Une affaire pharaonique, on conviendra, mais aussi effrayante pour ne pas dire effrayante, car ma source indique que ce service était si périlleux que les préposés postaux léguaient fréquemment leurs biens à leurs enfants avant leur départ.

De fouyapotterie en fouyapotterie j'ai su que le premier service postal bien documenté est celui de la Rome antique. Organisé à l'époque d'Auguste (62 av. J.-C.-14 ap. J.-C.), c'est probablement aussi le premier véritable service de courrier public. Ce service s'appelait *cursus publicus*, et était assuré par des voitures légères, les *rheda* tirées par des chevaux rapides ; en outre existait un autre service, plus lent, qui employait des chariots à deux roues, les *birota*, tirés par des boeufs. Ces services étaient réservés à la correspondance de l'État ; un autre service destiné aux citoyens fut créé par la suite.

Au XIIIe siècle, les Mongols s'inspirant du modèle chinois étendent progressivement leur service postal à l'ensemble de leur territoire. Ce service reposait sur des dizaines de milliers de personnes, probablement plus de 200 000 chevaux et un réseau de communication de plus de 50.000 km à travers tout leur em-

pire. En Europe la notion de service postal remonte à la fin du XIIIe siècle, lorsque la famille Tasso (rien à voir les *taso* haïtiens), originaire de Bergame en Italie, opérait un service de courrier entre plusieurs villes de la Lombardie. Les chevaux assuraient le transport du courrier jusqu'à ce que les wagons-poste et les paquebots-poste prennent la relève au 19e siècle. Au XXe siècle, les lignes aériennes vont se mettre de la partie. *Jwèt lage*.

En général, les gens jettent leur courrier, *tchoup*, dans la boîte aux lettres la plus proche ou la plus pratique pour eux. Alors commence un péripète relativement compliqué jusqu'à la réception par le destinataire. Généralement ce qu'on laisse tomber dans la boîte aux lettres c'est un bordereau accompagné d'un chèque, ou, rarement, des cartes de vœux. Ce geste tchoupant une fois exécuté, prestement du reste, l'expéditeur n'en entend plus parler, d'autant qu'en ce XXIe siècle de haute technologie, on ne s'écrit plus vraiment. On s'emails, on s'internette, on se google, on se yahooote, on se microsoftte, on communique grâce à la magie de l'électronique. Tout, sauf s'écrire des lettres.

La politichiennerie haïtienne, depuis quelque temps, ne cesse de m'interpeller et de me rappeler étrangement, une certaine analogie entre le geste tchoupant et notre monde politique de cirque tel que perçu par ceux-là censés être les plus concernés : les médias et ladite société civile. En effet, des actes importants, souvent lourds de sens ou de conséquences, posés par les acteurs politiques n'ont pas toute l'attention qu'ils méritent, ne font pas l'objet du sérieux qu'il faudrait leur accorder. Ils peuvent, certes, provoquer un certain tapage médiatique, des *chouchouchou* et des remous dans le grand public, mais l'effervescence chouchouchouite ne dure pas longtemps. L'acte politichien quelque grave qu'il soit finit par passer comme lettre à la poste.

On peut se rappeler ces fameuses zéléctions du 28 novembre 2010 déjà pipées à l'avance. Si je me souviens bien, ils étaient 34 candidats : bouffons, clowns, fantoches, cabotins, turlupins, matassins, comédiens, presque tous rompus aux pratiques d'acrobatie les plus périlleuses pour asseoir leurs fesses sur le fauteuil bourré à l'intérieur d'un palais national partiellement effondré. Au premier



Au deuxième tour, «la planche s'enfonça», la vertueuse Mme Myrlande Manigat «tomba dans l'eau». Sweet Micky fut récupéré in extremis et proclamé meilleur grouillador dans la bande *Ôtofonik Labe*.

tour de la bouffonne mascarade, «la planche se craqua» sous les pressions de Washington. Jude Célestin fut jugé inapte à danser le *rabòday* du moment. Au deuxième tour, «la planche s'enfonça», la vertueuse Mme Myrlande Manigat «tomba dans l'eau». Sweet Micky fut récupéré in extremis et proclamé meilleur grouillador dans la bande *Ôtofonik Labe*.

Il n'y eut pas d'indignation du côté des trente-trois candidats. Plusieurs d'entre eux commencèrent même à se positionner autour de «l'élu» du cœur de Hillary, pavoisant sur les antennes de Signal FM, ou bien envoyant des signaux assez clairs au «vainqueur» des joutes zélélectorales. Les ténors des partis politiques après avoir bu force gorgées de verveine salée firent quelques vaines, insignifiantes, négligeables, anodines, futiles, dérisoires, banales, insipides, médiocres déclarations «pour l'Histoire», attendant en chat feinteur d'être appelés, *pousizoka*, à un poste de «conseillers». La grande presse qui avait encore frais à la mémoire certains dérapages grossiers à Fort-Liberté et des menaces à peine voilées contre des journalistes, lors de la campagne présidentielle, se terra, se signa, réfléchit, n'en fit pas plus et se tut. L'élection dorsinville-démocratique de Sweet Micky passa ainsi comme lettre à la poste.

Vint l'infâme arrestation du député Arnel Bélizaire ordonnée par

Martelly lui-même et mise à exécution par le commissaire du gouvernement, Me Félix Léger. C'était le 26 octobre 2011. Bélizaire tempêta, tel député pesta, un autre fulmina. Le président de la chambre basse Sorel Jacinthe parla «d'acte dictatorial», l'ancien sénateur Edgard Leblanc qualifia l'arrestation d'Arnel Bélizaire de «dérive et d'atteinte à la fonction de parlementaire». Une grosse légume de l'OPL parla de «procédure prévue par la Constitution», les grands médias se contentèrent seulement de parler d'une «dérive de plus». Le lait des députés «monta» puis «tomba». Rien ne fut intenté contre le président par les parlementaires, députés et sénateurs. On ne sait qui reçut quoi, quand, combien, toujours est-il que «l'affaire Bélizaire» passa finalement comme lettre à la poste.

Depuis, Martelly a été aperçu de temps à autre à fureter dans les parages d'une boîte postale. En tout cas, je l'ai attrapé «flagramment délirant» dans au moins deux autres occasions. La première, c'était le lundi 3 octobre dernier lorsque le Président Michael Sweet Micky s'en prit avec une extrême trivialité à un journaliste de Scoop FM, Germain Etienne, en le menaçant d'«entrer dans sa mère» s'il persistait à l'interroger avec insistance sur l'institution non encore effective du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire.

Plus d'un s'attendait à une levée de boucliers contre «l'ancien chanteur de Compas Sweet Micky arrivé au pouvoir... à l'issue d'une carrière artistique dissolue au cours laquelle la grivoiserie avait atteint des sommets», suivie d'un boycottage soutenu de l'énergumène. Il n'en fut rien. Seul, Etienne pleura l'affront. La menace koulanguettante, au demeurant, passa comme lettre à la poste.

Je ferai ici l'économie d'autres koulanguettades privées et publiques qui restent la marque de fabrique d'un président peut-être traumatisé durant son adolescence par quelque fâcheuse expérience sexuelle, pour en arriver au show médiatique du jeudi 8 mars 2012 durant lequel Martelly, avec l'indécence et insultante complicité de l'ambassadeur américain, a pensé refermer le dossier de sa présumée double nationalité étrangère, tout en faisant table rase de son autre identité, **Michael** Joseph Martelly, pourtant confirmée par ses documents de voyage et sur laquelle il a été muet comme une carpe. Sauf pour le sénateur Moïse Jean-Charles qui, à bon droit, s'entêta à vouloir faire la preuve que Martelly «a renoncé à sa nationalité haïtienne», l'affaire des passeports de Martelly semble être passée comme lettre à la poste, tant au niveau du parlement que des médias et de la société civile y compris les partis politiques.

Je ne terminerai pas la rubrique de cette semaine sans faire allusion à la scandaleuse ratification de Laurent Lamothe comme Premier ministre au niveau de la chambre basse avec 62 voix pour, 3 contre et 2 abstentions. Une ratification pour laquelle le sénateur Anacacis a honteusement avoué : «*tout mounn jwenn*». Ces jours-ci, le vent souffle dans une autre direction : le gouvernement du Premier ministre Laurent Lamothe annonce que des dispositions vont être prises pour l'organisation des élections législatives et municipales avant la fin de l'année 2012, Laurent Lamothe annonce que le président Martelly publiera l'amendement de la constitution de 1987 «dans les prochains jours», des sénateurs *sanwont* comme Lambert et Youri Latortue se préparent, avec la bénédiction de Martelly et de Lamothe, à participer aux élections de renouvellement du tiers du sénat.

Par ailleurs le bon papa Premier ministre, de concert avec la Première dame, Maman Sophia Martelly alias Gwo Soso, vient de lancer hier dimanche, marquant la fête des mères, un programme dénommé «Ti Manman Chéri». Le lancement a eu lieu à Cité Soleil. «Ti Manman Chéri», est un programme de protection sociale visant à aider les familles qui vivent dans une extrême pauvreté et qui ont des enfants à l'école. Papa Laurent annonce pour très bientôt le lancement de ce programme dans d'autres bidonvilles du pays tels Bel-Air, Fort National et Carrefour Feuilles qui seront parmi les premiers bénéficiaires. Plus de 100.000 familles devront être touchées par ce nouveau programme. C'est dire que la ratification de Lamothe quelque scandaleuse qu'elle ait pu être va aussi passer comme lettre à la poste.

Il ne faut contrarier ni la famille présidentielle (Gwo Soso en particulier), ni le Premier ministre, car *fòk tout mounn jwenn*.

P.S. * J'ai délibérément choisi la formule «comme lettre à la poste» au lieu de «comme **une** lettre à la poste», parce que *noumenm ayisyen*, dans le parler français-créole de chaque jour, *se sa nou konn di*.

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER Immigration & Tax Services

- Tax Preparation
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Electronic Filing
- Business Tax
- Tax ID
- Real Estate



General Manager: Jerry Masters

1814 Nostrand Avenue
(Between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226

Tel: **646.340.2561**

Cell: **917.517.4216**

Email: g.cadesca@verizon.net

- Immigration Petition
- Green Card
- Citizenship
- Passport Picture
- Notary Public

Plèdman anfavè dwa timoun yo, kilè?

Yo toujou di nan anpil gwo sosyete, granmoun yo gen pou yo ale e se tyovi yo ki pral ranplase yo. Se pou rezon sa, moun nan leta yo ak gwo ONG k ap brase milyon sou do timoun ayisyen yo dwe konnen tout timoun se senbòl demen. Anpil nan nou k ap viv nan dyaspora a konstate sa, ki valè enpòtans timoun genyen, sitou nan peyi Etazini. Gen lòt peyi tou lè gen dezans, aksidan, se timoun ak fanm yo bay priorite.

Pafwa nou konn ap reflechi jan lamizè ap fè timoun ayisyen yo monte lesyèlpadò, n ap mande tèt nou : eske ti ayisyen nan Raboto, Gran Ravin, Kafoufèy, Site Solèy, Solino, Savann Pistach yo gen menm dwa tout timoun k ap viv nan peyi Ewòp ak Etazini yo? Ki politik akonpayman leta ak gwo ONG yo k ap akapare gwo milyon sou do timoun yo apre 12 janvye 2012 la. Sitou sila yo ki lage san manman, san papa, san fanmi, san siyati. Eske timoun ayisyen yo se avni peyi a? Nou pap bliye anpil jefò kèk ti asosyasyon an Ayiti ap fè pou kore timoun yo nan trennen fwi yo douvan pa pòt gwo ONG yo. Nou pap bliye tou gwo rasanbleman ki te fèt nan Nasyonzi kote yo te vote kèk lwa anfavè dwa timoun, gen peyi lwa sa yo respekte, men an Ayiti gen anpil timoun ki toujou rete nan sistèm restavèk la. Yo bourike pi mal pase bourik jeremi k ap pote makòn bwa. Gen lòt kote yo itilize tout mo pou jout timoun tankou: Tikabrit, kokorat, tichen, ti vagabon, ti vòlè, elatriye. Lè konsa yo pa konsidere yo tankou timoun, gen lòt kote yo tèlman bat timoun ou pa ta di se karate y ap fè ak timoun tankou: tap, zoklo, pichkannen, kout pye, kout sandal, kout frèt elt. Men jouskilè ti ayisyen yo ap sòti nan eta mizer-erenobis sa a. Jounen jodi a komès timoun legalize sou fòm adopsyon. Ala traka papa!

Lòt bagay nou ap souliye ankò se sistèm kadejak la ak pwostititsyon. Men jiska prezan an Ayiti al gade anpil kote ki konn gen pwostititsyon se pa ni youn ni de timoun w ap wè.

Jounen jodi a leta ayisyen pase lòd tout timoun ki poko gen 18 lane ki al nan relasyon seksyèl ak yon moun ki pi gran pase l, gason sa ap gen anpil pwoblèm al leta e se Pakè Tribinal Ayisyen ki pase lòd sa. Pou sa a nou oblije bat yon ti bravo pou yo kenbe la mesye...

Nou ap pwofite atire atansyon



Ki politik akonpayman leta ak gwo ONG yo k ap akapare gwo milyon sou do timoun yo apre 12 janvye 2012 la. Sitou sila yo ki lage san manman, san papa, san fanmi, san siyati. Eske timoun ayisyen sa yo se avni peyi a?

fanatik Ayiti Libète yo, nan tout gwo sosyete yo pa janm fè prizon pou timoun ki poko gen 18 lane, yo kreye yon sant reyabilitasyon pou timoun yo apre kèk travo manyèl, men nan sou komisarya Delma 33 al gade wa di m sa w wè. Timoun pil sou pil. Dwa timoun yo bafwe nan tout sans. Dwa pou yo al lekòl la pase anba pye, paske gen 2 kategori lekòl an Ayiti : gwo lekòl ak ti lekòl. Gwo lekòl yo se kote moun ki gen mwayen yo mete pitit yo, nan lekòl sa yo ou plis wè se moun anwo yo ki mete timoun yo la. Lekòl sa yo gen bon pwofesè ak bon andadremman ak respè pou timoun yo. Lòt kategori lekòl la se yon ti lekòl ki pa chè ditou, ki pa gen bon mwayen pou ankadre timoun ak peye pwofesè. Rezilta ki timoun w ap tann pou demen. Menm si w voye 50 milyon timoun lekòl, ki kalite lekòl ? ki kalite pwofesè ? ki plas ou bay fòmasyon timoun yo ap resevwa a ? Nan ki lang ou anseye yo ? Dwa timoun yo pou sa ki gen pou wè ak kesyon ledikasyon, sa a nou pa fin wè klè non. Ki kalite materyèl didaktik timoun yo ap itilize ? Eske yo jwenn liv, kaye pou piyaj ? Eske yo gen yon kote apre lekòl la pou yo al fè rechèch ? Eske nan lekòl sa tou gen mwayen pou timoun nan jwenn

yon pla cho chak jou? Eske pwofesè k ap anseye yo gen konpetans pou sa ? Ki kote ak kòman nou chwazi pwofesè ? Eske se sou baz ti zanmi ? ti fanmt ?

Nou konstate apre 12 janvye 2012 anpil timoun pèdi manman, pèdi papa, yo lage nan savann dezole san zespwa, gen lòt ki pèdi bra, pye elatriye. Anpil mannigans, anpil monte, anpil desann pale anpil men kisa an reyalite k ap fèt pou timoun yo. Gen moun jounen jodi kote n ap pale la a ki gen gwo kapital nan peyi etranje sou do mizè timoun Ayiti, gen lòt menm se chak semèn yo monte avyon monte desann sou do timoun. An reyalite tout se mannigans. Plèdman anfavè dwa timoun kontinye ap bwè lwil nan pòch ONG ak Leta kote dwa pou timoun jwenn sante gratis pa egziste ditou. Youn nan egzans n ap pran se pou rezo machann medikaman devan lopital jeneral la ki mare sosyèl yo ak doktè ak enfimyè. Lontan nan lopital jeneral nan Pòtoprens, te gen yon espas famasi pou malad yo, tankou timoun. Jeneralman lè doktè a ba ou yon preskripsyon ou pote l nan famasi a epi yo ba w medikaman an, men jounen jodi a sa pa egziste ankò, depi nan pòt lopital la raketè gentan pran paye a nan men ou, lè konsa ou pa konn ki kalite medikaman w ap pran. Nan menm lopital sa seksyon matènite a pa jwenn ankadreman ditou, timoun yo lage vwayevay, nepòt moun ki antre vòlè timoun jan yo vle, lè yo vle e ankenn moun pa ka anpeche yo. Seksyon sa tou pa gen ase materyèl pou ede doktè yo ankadre timoun. Lopital la pa menm gen yon sistèm elektrik konfòtab, si w nan sal operasyon yo pran kouran ou mèt di w tou albwachat, tandiske gen yon ministè ki rele ministè Sante piblik. Gen yon biwo tou an Ayiti nan ri Magerit nan zòn Tijo yo rele Byennèt Sosyal. Yo tout ap touche chak mwa. Si n ta mande yo yon bon bilan travay anfavè timoun òfelen yo pap ka bay li.

11 jen 2012 ki pral vini la a se pral jounen nasyonal timoun an Ayiti, nou swete nan okazyon sa pou Leta Ayisyen bay tout timoun andeyò Pòtoprens yo menm batistè pou ONG yo sispann fè mannigans demagoji sou do timoun paske tout timoun se timoun, epi pou yo pa bliye timoun jodi granmoun demen.

Compas Jean Philippe

MOLEGHAF kont tout pwojè bidon nan katye popilè yo



Mouvman pou Libète, Egalite tout Ayisyen (MOLEGHAF) ki chita nan Fò-Nasyonal fè konnen yo pap antre nan vye lojik ti pwojè bidon sa yo, gouvènman Martelly a vle mete kanpe nan kèk katye

Pandan militan òganizasyon popilè yo ap mobilize pou fòse gouvènman ki la a satisfè revandikasyon yo nan katye popilè yo, jan MOLEGHAF ap fè l chak madi devan ministè Afè Sosyal ak Travay. Pou eseye twonpe vijilans mas yo, Gouvènman an mete yon seri pwogram tèt chat nan katye popilè yo, tankou: Kaba grangou, katye pa m poze, Timanman cheri nan kèk katye nan peyi a. Kaba grangou an, se biwo premyè dam lan, Sophia Martelly ap dirije, Timanman cheri a se biwo Premye minis lan k ap dirije epwi Katye pa m poze a se minis Enteryè a k ap

dirije l. 2 premye yo bay tèt yo pou objektif bay kèk manman nan katye Bwanèf, Site Solèy, Bèlè, Fò-Nasyonal ak Kafou-fèy yon ti bouda monnen ki se 400 goud chak mwa pou ede fanmi yo. Katye pa m poze a ta vle kèk katye reyalize ti pwojè sou pretèks l ap fè desantralizasyon.

Prezidan Martelly ki t ap pale sou chanjman ap kontinye ak menm sistèm ti pwojè adwat agoch pou fè 2 ou 3 tizanmi l fè mago sou do mas yo, pandan moun ap mouri anba grangou nan katye popilè yo. Se yon *Suite à la page (16)*

Yon pouvwa sanzave ?

Nan peryòd eleksyon yo, yon bon pati nan mas pèp ki te vomi ekip Preval/Célestin an te tèlman about ak rejim nan li te estime pito kenpòt sanzave ta pran mayèt la, pase pou ekip Inite a ta kontinye rete sou pouvwa a. Pozisyon sektè sa a te klè sitou nan Pòtoprens, Okap, Okay, Gonayiv. Jodi a li klè, peyi a mare kon krab ak sanzave yo...

Imajine yon prezidan ki bije ale tanzantan Miyami pou trètman akòz eksè li nan pran dwòg ak kokayin. Yon prezidan mantè, blofè, kowonpi, raketè, imoral. Yon prezidan ki fè yon rekò lè li rive rache tit chanpyon restavèk la nan men ansyen premye minis Bellerive, lè li lage peyi a anba kontwòl sektè ki pi asasen nan Dominikani, sektè ekono-mi kriminel la, trafikant dwòg yo. Konsa nan plas jefò ki pou ta fèt pou Ayiti rebran dwa grandèt li, prezidan an desann fyète peyi a nan nechèl ki pi ba a. Ak Martelly, peyi a soti nan nivo tchoul gwo pwisans enperyalis yo pou tounen ti souflantchou k ap ranpe nan pye dwògdilè dominiken. Yon eskandal san parèy, yon wont pou pèp ayisyen

an. Men sa ekip Martelly a rele pwogrè.

Akote Martelly, gen minis enteryè toupisan li, Thierry Mayard Paul. Se li k ap distribye zam ak inifòm bay yon bann jenn nèg ak nègès yo fè pase pou ansyen militè. Genyen tou Laurent Lamothé, ansyen Minis Afè Etranje, kounyèa a vin Premye minis, ki pa ka met pwent pye l Kotdivwa ak Senegal pou vòl ak kòripsyon. Akote prezidan an, ou jwenn ankò yon konseye Calixte Valentin ki nan prizon pou krim. Kanta Roro Nelson, se pa pale pou zak nèg sa a ap konmèt, menm Ozetazini misye gen dosye pou move zafè. Nou ta ka kontinye pase men pran toujou lòt sanzave tankou Gonzague Day ou byen granmanjè kou Claudia Champagne, Anne Valérie Milfort, ansyen direktis CIRH elt

Yon lòt kote li klè ke se pa enterè peyi a, komin ak depatman yo, enterè pèp la ak klas mwayèn lan ki lan di ki enpòtan men kouman se lajan, se viza ak dyòb pou ti fanmi, ti fanm senatè ak depite ki bay majorite lan Palman.

Anfas sitiyaasyon sa a k *Suite à la page (16)*

G & S AUTO SALES

• We Do Finance
• Trade-In
• Same Day Plates

Open Sundays • Closed Saturdays

4914 Tilden Avenue
Brooklyn, NY 11203

Tel: 347.442.3837

Guy Edouard, General Manager
718.791.1094
Ernest Delouis: 646.201.0603
Luc Delsius: 646.377.1008
GuyAutoAuc@aol.com

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 Khz
www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861

Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

OPTIMUM inter
93.1 FM SCA

Radio Optimum - 93.1 sca
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.

Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com
Capez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

Des entrepreneurs de pompes funèbres en Haïti: de vrais bouchers

Par Jackson Rateau

Le jeudi 24 mai dernier, à l'Eglise Baptiste Eben Ezer à Delmas 103, Pétion-Ville, lors des funérailles d'un citoyen haïtien du nom de Jean Wilbert Elma, 53 ans, père de 8 enfants, une situation tout à fait insolite a stupéfié toute l'assistance: le corps d'Elma a été trouvé ligoté et couvert de blessures et de sang dans le cercueil.

Selon les déclarations des proches du défunt, le 15 mai dernier M. Elma s'était simplement évanoui. Transporté à l'hôpital pour y recevoir les soins d'urgence, fait bizarre, les médecins l'ont déclaré mort.

Le corps du défunt qui semblait avoir reçu des coups dans l'objectif d'être achevé, saignait abondamment. Les responsables de l'"Entreprise Funéraire Pascal Marcellus" où il avait été confié, avaient interdit aux parents toute prise de photographie.

Après intervention de la police et du commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, la cérémonie funéraire fut suspendue.

« Le lendemain après le décès de mon père, j'ai été à la morgue pour le voir. Etendu sur une table et respirant encore, il n'avait pas l'air de quelqu'un vraiment décédé. Constatant ce fait,



Le corps de Jean Wilbert Elma qui semblait avoir reçu des coups dans l'objectif d'être achevé, saignait abondamment

j'ai demandé aux responsables de me le remettre, moyennant de les payer le montant exigé pour les frais des funérailles. Ainsi, ils étaient d'accord pour nous le livrer le même jour à l'église. L'ayant revu aujourd'hui, j'ai constaté qu'il a un trou dans la tête et des blessures à tous les niveaux de son corps, alors qu'il n'avait pas reçu de projectiles, ni non plus n'avait un accident quelconque. Bien que nous soyons victimes, le propriétaire de la morgue s'est fait accompagner d'un juge de paix pour nous intimider. Les responsables de la morgue nous doivent des explications et ceci, devant la justice » a ainsi précisé le fils aîné du défunt, Saintot Raymond Elma.

« Cette morgue "Entreprise Funéraire Pascal Marcellus" est reconnue comme une morgue qui tue les gens. Bien avant d'être commissaire, c'est-à-dire, à l'époque où j'ai professé mon métier d'avocat, j'avais un pareil cas, il y a de cela 6 ans. Il s'agissait d'une fillette du nom de Jocelyne Pierre qui habitait près de l'Eglise de Dieu de Sans Fil, au Bel-Air. Le nom de la petite m'est gravé à l'esprit. On l'avait achevée dans cette morgue. Après avoir été préparée pour les funérailles, au retour des parents, l'enfant était complètement ensanglantée et couverte de blessures. Aujourd'hui encore, le même cas se reproduit. Cette entreprise est déclarée fermée par la justice et nous procédons aux arrestations de tous ces individus. Nous ordonnons aux policiers de tenir la barrière sécurisée jusqu'au ligotage de la dernière personne trouvée à l'intérieur de cette maison » a vigoureusement intervenu le chef du Parquet de Port-au-Prince, maître Jean Renel Sénatus.

La députée de la circonscription de Camp-Perrin/Maniche, Rodeline

Pierre, dont le frère Délince Pierre a été victime de la même manière s'est exprimée au sujet de cet événement, informant que le parlement et l'exécutif doivent se liguer pour attaquer ce problème crucial dans les morgues en Haïti.

« L'incident d'hier explique une situation vraiment alarmante dans le pays. Ma famille, la circonscription de Camp-Perrin/Maniche et moi, nous sommes aussi des victimes. Il n'est un secret pour personne que certains propriétaires de morgue en Haïti sont considérés comme des bouchers. Mon frère Délince Pierre est l'artiste compositeur et chanteur du morceau évangélique très populaire "Jezi kraze sèkèy la". Quand il a été transporté pour être mis en morgue, il était en campagne. Quelqu'un dans la foule lui avait lancé au visage un produit chimique du formol, qui l'avait fait évanouir sur le champ. L'ayant cru décédé, des femmes qui l'avaient accompagné l'ont transporté dans la morgue « Human Dei » aux Cayes. Revenu quelques temps après, il s'était levé et s'était mis à chanter sa chanson « Jezi kraze sèkèy la ». Alors, les employés de la morgue lui sont tombés dessus, l'ont cruellement asséné de coups jusqu'à ce que mort s'en suivit... Nous autres de la famille, informés qu'il était revenu, nous avons été le chercher à la morgue. Nous l'avons trouvé meurtri, étendu sur la cour, les pieds cassés, la tête trouée. Nous avons des photos représentant le corps mutilé de mon frère... Nous autres les parlementaires des 2 chambres, en tant que législateurs, ayant la tâche de travailler, proposer et voter des lois, accompagnés de l'exécutif, nous allons ensemble attaquer ce problème grave dans les morgues en Haïti... ».

Desalin, prete n kòlè w pou n mete MINISTA deyò



Divès òganizasyon politik, sendikal ak popilè nan divès peyi sou latè ap òganize yon seri mobilizasyon pou di non kont MINISTA, kont CIRH, kont Bill Clinton, kont FMI ak Bank Mondyal, kont piyaj min lò nou yo

Vendredi premye jen k ap vini la a ap fè 8 lane depi MINISTA ap taye banda nan peyi a. Lè MINISTA te debake, Nasyonzi te di nou fòs sa a la pou li tabli establi nan peyi a. Yon peyi ki pat janm nan lagè ak okenn peyi sou latè. Anpil moun ki gen enterè nan fòs okipasyon an te vle fè popilasyon an kwè nan pawòl te kowosòl sa a. Men, jan pwovèb la di li, twou manti pa fon. Menm si w abiye yon bourik ak kostim jouk ou fè l sanble ak moun, kou l midi, l ap ranni, l ap ponpe kanmenm pou fè tout moun konnen se bourik li ye.

Konsa, sa pat pran tan pou MINISTA demaske pwòp tèt li, jouk menm moun ki t ap defann li yo te oblije rekonèt nou anba yon fòs okipasyon. Premye jen 2004, premye jen 2012 fè 8 lane depi MINISTA ap kraze brize nan peyi a. Pandan 8 lane sa a, li difisil pou yon moun kalkile kantite zak MINISTA komèt nan peyi a. Menm sèten otorite nan peyi a (tankou polisye ak palmantè), viktim anba zak sòlda MINISTA yo. Akote zak represyon, kadejak sou tifi ak tigason, kabrit peyizan yo vòlè, enplikasyon sòlda MINISTA nan touye moun, nan kòripsyon, nan trafik dwòg, fòs okipasyon Nasyonzi an pote nan peyi a yon epidemi kolera ki deja touye plis pase 7 mil moun epi voye plis pase 500 mil lòt al kouche sou kabann lopital. Se yon veritab katastwòf, krim kont limanite, sòlda Nasyonzi yo komèt nan peyi a. Krim sa yo paka rete san pinisyon pou krimèl yo ak reparasyon pou viktim yo.

Se nan kad sa a, divès òganizasyon politik, sendikal ak popilè nan divès peyi sou latè ap òganize yon seri mobilizasyon pou di non kont MINISTA, kont CIRH, kont Bill Clinton, kont FMI ak Bank Mondyal, kont piyaj min lò nou yo, kont enperyalis la ak tout tyoul k ap ede yo piye richès peyi a. Mobilizasyon sa yo ap fèt nan peyi Brezil, Etazini, Meksik, Irigwe, Pewou, Bolivi, Ekwatè, Lafrans ak nan divès peyi nan karayib la tankou : Matinik, Gwadeloup, Trinidad, Ladominik, Sentlisi elt. Nan peyi Dayiti, mobilizasyon sa yo ap fèt sou tèm



Janjak Desalin

« Desalin, prete n kòlè w pou n mete MINISTA deyò ».

Anba tèm sa a, n ap òganize divès aktivite tankou :

- Ekspozisyon foto ak lòt dokiman sou MINISTA
- Konferans deba
- Manifestasyon nan jounen premye jen an

Vendredi 1e jen, vè 9vè nan maten, n ap rasanble sou Fò Nasyonal pou n al bout devan palman an. Nou pral manifeste kont okipasyon, kont dominyasyon, kont eksplwatasyon, kont kadejak, epi pou dedomajman viktim kolera yo. Tout pitit Desalin, Chalmay Peral, Benwa Batravail, tout moun ki kwè nan nou yo te mouri kite pou nou an, ouvriye, peyizan, ti machann, chomè, anplwaye revoke, pwofèsè, etidyan, elèv lekòl, fanm ak gason vanyan nan katye popilè yo, ann pote kole nan manifestasyon vandredi premye jen an. Randevou 9vè tapan, Fò Nasyonal, n ap desann channmas pou n al bout devan palman an, kote palmantè machann vòt yo ap konplote ak pouvwa egzekitif la sou do pèp la.

Aba okipasyon / Aba CIRH / Aba Bill Clinton !

Aba machann peyi !
Viv lit pèp la ! Viv yon Ayiti Granmoun !

Moun ki siyen pou Kolektif mobilizasyon pou dedomaje viktim kolera yo
Guy NUMA ak Oxygène David

HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ

Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.
Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:
Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.
En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti.
Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

VARIÉTÉ & VIBRATIONS RADIO SHOW

AVEC YÉYÉ BOUL
MONDAY-FRIDAY, 3-6 P.M.
WLQY 1320 AM
www.DouceFM.com

CDs, DVDs, PERFUMES, BIBLES, MINUTES ON PHONES, ETC.
WE BUY GOLD & SILVER
5401 NW 2ND AVENUE
MIAMI, FL
(305) 305-9393
yeyeboul@yahoo.com

VIBRATIONS BOUL STORE

M HOQUE CONTRACTING

General Contractor
Interior & Exterior

License
HIC#1235982
HIS#1235980

Painting, Waterproofing, Steam Cleaning, Roofing, Brick Pointing, Stucco, Brownstone, Paint Removing, Siding, Garage Door, Gutter, Leader, Sidewalks, Tiling & All Kinds of Masonry Work

Full Insurance
Free Estimates

755 East 9th Street
Brooklyn, NY 11230
E-mail: mhoquecc@yahoo.com
Tel: (718) 434-3173
Cell: 1-347-782-8606
ASK for MUJIB

Position discordante autour de l'éventuelle publication de l'amendement constitutionnel

Par Thomas Peralte

Le Premier ministre, Laurent Lamothe depuis son installation à la Primature ne cesse d'annoncer la publication de l'amendement falsifié de la constitution haïtienne de 1987. Toutefois, il reconnaît en même temps que cette prérogative revient au président de la République. De toute évidence, la publication de l'amendement truqué de la constitution provoquera de la discorde au sein de la classe politique haïtienne.

Le vendredi 26 mai dernier, le président Martelly a fixé sa position sur l'éventuelle publication dudit amendement. « Qu'importe ce que vous faites, il y aura toujours des personnes avec vous et des personnes contre vous... Aujourd'hui je suis le Président de la République d'Haïti, j'ai pour mission de conduire le pays sur la route de sa destinée. Je peux dire qu'elle est entre mes mains, donc ce n'est pas une chose que je prends à la légère, vous pouvez être sûr de ça, je la pèse depuis une année. Nous avons regardé les raisons pour le faire ou ne pas le faire, lorsque nous avons fait le poids des choses, nous avons vu que peut-être en publiant « la Constitution amendée » il y aura de grandes avancées démocratiques, de grandes victoires. Par exemple, la mise en place du Conseil Électoral Permanent, du CSPJ, de la Cour Constitutionnelle, ces trois choses-là, seraient des victoires.

Depuis que la Constitution a été votée, personne n'a réussi à faire ces choses. Est-ce que ce n'est pas ces problèmes que nous avons, qui font qu'il y a toujours des crises ? Sont-ce les crises électorales particulièrement, à cause du Conseil Électoral Provisoire qui existe toujours qui mettent le pays dans l'instabilité ? Aujourd'hui, il ne s'agit pas de faire plaisir à un groupe ou d'avoir peur d'un autre groupe. Il s'agit finalement de changer les choses en Haïti et ça serait déjà une grande première, d'avoir ces trois institutions fonctionnelles. Mais, le Président Martelly accorde beaucoup plus d'importance à l'avenir d'Haïti qu'à l'opinion de certaines personnes, incessamment on va organiser un événement autour de notre décision UNE FOIS QU'ON SERA PRÊT... »

L'historien Georges Michel, ex-membre de l'assemblée constituante et consultant du gouvernement de Martel-



Laurent Lamothe depuis son installation ne cesse d'annoncer la publication de l'amendement de la constitution haïtienne de 1987. Toutefois, il reconnaît que cette prérogative revient au président de la République

ly au niveau du ministère de l'Intérieur a porté quelques explications et fait remarquer de graves conséquences sur la situation politique du pays : « Le Président Martelly a un rapport du groupe de juristes indépendants qui lui explique par A + B qu'on ne peut pas publier ces amendements. Mais c'est le Président de la République, il est libre de décider ce qu'il veut. Mais il devra faire face aux conséquences, parce que cette publication d'amendement contesté, d'amendement frauduleux ne va pas être sans conséquence. Il ne devra pas oublier qu'il existe une seconde Constitution en créole dans le pays, qui est intacte et authentique et qui est contradictoire. Donc je lui demande comment il compte régler cette situation ? Il va se passer des choses au niveau du Président, il va y avoir des conséquences négatives pour lui, parce qu'on ne peut pas faire une chose et son contraire. Les raisons qui ont empêché la publication des amendements restent et demeurent. S'il décide de passer outre, c'est son choix, c'est sa responsabilité mais ces raisons restent et demeurent. Quand il va parler d'État de Droit, il ne sera pas pris au sérieux, il va perdre de sa crédibilité et il est en train de se faire du tort, ça c'est un premier point. Le deuxième point c'est que vous allez avoir un problème politique à partir de la publication de l'amendement. Il y a des gens qui vont se réjouir, mais il y en a d'autres qui vont continuer à défendre la Constitution, et le Président Martelly va se trouver avec une crise

Constitutionnelle et politique sur les bras, qu'il devra gérer pendant le temps qu'il lui reste dans son mandat.

Il y a des avantages dans les amendements que M. Préval avait fait mettre pour lui, M. Préval avait délibérément déstabilisé la Constitution. Un des avantages qu'il avait fait, c'est un Conseil Électoral Permanent qui élimine la participation de la base et un Conseil Constitutionnel qui serait à sa solde... La conséquence, c'est qu'on peut se retrouver en face d'un boycott des élections, avec des élections contestées, frauduleuses et une participation de 5%... Et il [le Président Martelly] lui faudra gérer tout ça relativement à l'article 149. Maintenant il y a l'intérim du Premier Ministre, et si le Premier Ministre saute... il n'y a plus rien. Donc, nous allons avoir la logique de 1957 avec des gouvernements de salut public et le fait que chacun, chaque semaine va pouvoir « dans cette situation », s'imaginer mettre son propre gouvernement, donc, nous allons vers des problèmes... Mais encore une fois, c'est la responsabilité du Président, nous ne pouvons plus grand-chose, parce que il va y avoir des conséquences très graves... A mon avis, les inconvénients de la publication des amendements, l'emportent largement sur les avantages qu'on pourrait obtenir. » L'historien suggère qu'il serait mieux d'attendre et faire de nouveaux amendements correctement en français et en créole...

Pour Édouard Paultre, Respon-

sable du Conseil Haïtien des Acteurs Non Etatiques (CONHANE) « Toute publication de la constitution amendée ne serait autre qu'une démarche contraire à la Constitution de 1987 elle-même. » Le Porte-parole de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), Harry Marsant, appelle à la sagesse du Chef de l'État qui, selon lui, devrait tenir compte des analyses faites par les différents secteurs de la société prouvant que le texte révisé est générateur de grande crise tant au niveau du Corps législatif qu'au niveau de l'Exécutif et des institutions. L'Historien Georges Michel a rappelé qu'un groupe de travail d'une dizaine de juristes indépendants de haut niveau, présidé par Me Gérard Gourgue, recommande au Chef d'État dans les conclusions de son rapport de ne pas publier l'amendement constitutionnel.

Le Député Éloune Doreus croit qu'après le vote de l'amendement aucune publication du texte n'est possible, car « le processus de révision, était vicié à la base. » Le Député Sadrac Dieudonné, pense que le Chef de l'État ne devrait pas publier l'amendement en raison du fait que, « le processus a été manifestement manipulé et réalisé sans la participation de toute la population. » Mirlande Manigat la Secrétaire

générale du RDNP : « le Président Michel Martelly n'a pas à céder aux pressions, ni à publier le texte amendé de la Constitution. On doit attendre la fin de la 49e législature pour introduire un autre amendement de la Constitution de 1987.

Le député Vickens Dérilus a indiqué ce jeudi que la publication ou non de l'amendement constitutionnel devrait faire l'objet d'un consensus avec toutes les forces vives du pays. Evans Paul, estime que l'administration Martelly-Lamothe, « ferait mieux de prendre des dispositions pour qu'à la fin du quinquennat, le processus d'amendement soit repris intégralement, plutôt que de publier un texte controversé. » Le Député Jules Lionel Anélus reconnaît que ces amendements donnent lieu à certains acquis, notamment institutionnels, lesquels acquis ne doivent pas être obtenus dans l'illégalité.

De toute façon, on attend pour voir si les dirigeants haïtiens vont céder aux pressions de l'International pour publier un amendement truqué de la constitution, auquel la majorité s'est opposée et qui va hypothéquer l'avenir du pays. La publication de cet amendement va renforcer l'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays selon l'avis de plus d'un.

FEDADSE

Fédération des Associations pour le Développement du Sud-Est

Invitation

du Rassemblement pour le Développement du Sud-Est d'Haïti



Certains dirigeants de la Fédération des Associations pour le Développement du Sud-Est

Le secrétariat de la Fédération des Associations Régionales pour le Développement du Sud-Est (FEDADSE) invite les ressortissant des Côtes-de-Fer, Baint, Gandou, Troin, la Vallée de Jacmel, Morne à Brûler, la Montagne de Jacmel, Jacmel, Cayes-Jacmel, Marigot, Bellanse, Bodarie, Grand-Gosier, Thiotte, Anses-à-Pîtres et de toutes les sections communales et localités environnantes du Sud-Est en particulier les amis du Sud-Est, à un grand rassemblement le samedi 16 juin 2012 à l'auditorium du journal Haïti Liberté situé au 1583 Albany Ave, Brooklyn NY 11210, entre Glenwood et Ave H, de 6 :00 pm à 8 :00 pm.

Au cours de ce colloque, les grands défis et les perspectives du développement du Sud-Est seront à l'ordre du jour. Un comité de suivi sera mis en place pour donner suite aux résolutions qui en seront prises.

Avant le rassemblement, une petite réception sera offerte par la FEDADSE à 5 :00 pm exactement.

Pour de plus amples informations, appelez aux 718-853-2402, 917-327-9173 ou visitez le webside de la FEDADSE : www.Fedadse.org

Jean Claude Cajou
Secrétaire général

END THE OCCUPATION!

US-UN-MINUSTAH Troops Out of Haiti Now! No to Martelly's Reconstituted Haitian Army!

Friday, June 1, 2012
3 p.m. to 6 p.m.

Ralph Bunch Park
43rd Street & 1st Avenue
New York, NY

Eight years ago, on June 1, 2004, the United Nations began a military occupation of Haiti which continues to this day with some 10,000 troops. The UN forces took over from the U.S., French, and Canadian troops which helped carry out the Feb. 29, 2004 coup d'état against former President Jean Bertrand Aristide and which then militarily occupied Haiti for three months before passing the mission off to the UN.

The occupation flagrantly violates the Haitian Constitution and Chapter 7 of the UN Charter. Haitians have held many massive demonstrations demanding the UN troops leave and pay Haiti reparations for the cholera epidemic they imported into Haiti in October 2010.

Demonstrations are occurring around the world on this eighth anniversary to demand that the UN troops, known as the UN Mission to Stabilize Haiti or MINUSTAH, withdraw from Haiti immediately and that their UN Security Council mandate, which expires October 15, 2012, not be renewed again.

Haitians also reject the formation of a new Haitian Army under

the auspices of the neo-Duvalierist government of President Michel Martelly. The Haitian Army, disbanded by Aristide in 2005, never defended Haiti against imperialist invasions; it only carried out coups d'état and repressed the Haitian people.

Endorsers: ANSWER Coalition (NY), Colia Clark for Senate, Free Mumia Committee (NY), Green Party (Manhattan), Int'l Action Center (IAC), Int'l Commission of Inquiry on Haiti, Int'l Support Haiti Network (ISHN), Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA), Lavalas Family (NY), Workers World Party (WWP)

More Information: 718-421-0162 or 917-251-6057

Gold Rush in Haiti!

Who will get rich?

By Haiti Grassroots Watch

Haiti might be “poorest country in the Americas,” but it is also sitting on a gold mine.

New Prime Minister Laurent Lamothe says he’s banking on the wealth in Haiti’s northern mountains to lift the country out of poverty, but if history is any guide, the mining of gold, silver and copper hidden in the hills will mostly benefit foreign shareholders as it scars and pollutes an already denuded and fragile landscape.

While a handful of farmers earn \$5 a day building mining roads, and while journalists talk up one or two drilling sites, quietly and carefully a Canadian company, Eurasian Minerals, has been buying up licenses – 53, to be exact – and cutting backroom deals, perhaps with the assistance of a high-ranking former minister now on the payroll.

The deals are so good for the mining companies, and so bad for Haiti, that the head of Haiti’s state mining agency recently denounced them in an exclusive interview with Haiti Grassroots Watch (HGW), calling on his government to either right the wrongs or “leave the minerals underground and let future generations exploit them.”

“Mines are part of the public property of the state; they are for the population,” said geologist Dieuseul Anglade, who was then head of the Bureau of Mines and Energy (BME). “They aren’t the property of the people in power, or even the landowner.”

Eurasian and Newmont Mining, its partner and the world’s Number 2 gold producer, are also drilling illegally in one area – La Miel, in the northeast – in collusion with certain government officials.

Haitian law differs from many other countries. It is more bureaucratic, but it also insures a modicum of protection up front. In order to drill – even for exploration – companies must get a mining convention signed by the prime minister and all the ministers. This convention sets the terms for any eventual mine.

Eurasian and Newmont are currently waiting for final approval of a new convention that covers a huge amount of territory – about 1,350 square kilometers of land. But the convention has not yet been signed, partly because for most of the past 12 months, Haiti has been without a prime minister.

“We are ready to drill,” Newmont’s Daven Mashburn said about the La Miel region in late 2011. “Because the government of Haiti doesn’t really care... we can’t advance our licenses, and that means people can’t get jobs.”

But the new government does care. Not long after that interview, the licenses did advance, although not in a legal manner.

“The government gave them a kind of ‘waiver’ while they are waiting for the convention to be signed,” explained Ronald Baudin, Haiti’s former



A Canadian with Haitian and Dominican workers at Newmont gold exploration site in Haiti’s north. Workers drilled 330 meters into a mountain to extract samples for testing. Three Dominicans and a half dozen Haitian workers help remove the pipes through which samples were collected



A Haitian man displays a small piece of gold he found prospecting. People in Haiti’s northern villages have been digging for gold since the 1960s. With gold prices at record highs, more Haitians, and foreign mining companies, are digging for Haiti’s gold

Finance Minister (2009-2011, prior to that he was Director General of the ministry), who oversaw negotiations with Eurasian while serving in the powerful position. “The government is conscious of what damage they are doing to the company. They have camps all over the country, with important logistics, and they are blocked because the convention can’t be signed.”

Baudin, who left office when the new government of President Michel Martelly took over in 2011, is now a paid consultant to the Eurasian-Newmont partnership – called “Newmont Ventures.”

But a Memorandum of Understanding (MOU) cannot trump the law. There’s no such thing as a “waiver” to legislation.

“There is what is called a ‘hierarchy of law’ and according to the hierarchy, an MOU is weaker than a law,” Haitian attorney Patrice Florvilus explained. “An MOU cannot annul a law. It cannot allow something which a law does not allow.”

The head of the state mining agency – the BME – did not sign the MOU, nor did his office even receive a copy, according to a source inside the BME.

“I didn’t agree with it for the sole and simple reason that if the law says you can’t do something, you can’t do it!” Anglade explained in an interview on May 24, 2012.

One of the first official acts of the new Lamothe government was to remove Anglade from his post, perhaps in part because he refused to sign the MOU. Anglade, 62, had worked at the BME for almost 30 years and had been its director for most of the last 20. He has a

reputation for being honest.

Despite Anglade’s refusal, the MOU was signed by the then-ministers of Finance and of Public Works in late March, and Eurasian happily reported to its shareholders on Apr. 23 that “[t]he joint venture is allowed to drill on certain selected projects under the MOU, and drilling is currently underway.”

Eurasian and Newmont know the law and, according to a May 25 correspondence with HGW, appear to believe Anglade signed the document. But he didn’t.

Anglade also disagrees with a mega-mining convention that will likely be signed soon. After three months of waiting, Haiti finally recently got a new prime minister, Laurent Lamothe, who has pledged to make the country’s laws more business-friendly.

According to Anglade, the final version of the convention – which he rejected in a formal letter to then-President René Préval and then-Finance Minister Baudin – is much weaker than Haiti’s two, smaller existing mining conventions (for 50 square kilometers each) because key protective clauses have been removed.

Article 26.5 – in previous conventions – set a cap on the expenses a company can claim at 60% of revenues. Now it is gone, according to the former BME chief. “That means, the company can claim expenses up to 90%!” Anglade said.

A second clause was also removed, he said. Article 26.4 assured profits are split 50-50 between the mining company and the government.

“During two years of negotiations, my position was clear,” said the 62-year-old, who

has been a public servant his entire life and who also teaches math at Haiti’s State University. “The BME did not agree to taking those two things out. That happened at the cabinet level, at the Finance Ministry... They had meetings and they took them out, but we didn’t agree. It was a minister who took them out: Ronald Baudin.”

Asked about the convention, Baudin said he could not speak about the details. But, he claimed, “today we have a text that has received the consensus of the company, the BME, and the ministers of Public Works and Finances.”

Not according to Anglade. “There is nothing in the world that would make me take those articles out,” he said.

Public Works Minister Jacques Rousseau was Anglade’s superior. His ministry oversees the BME and has the pending convention. Rousseau has refused five requests for an interview; therefore the absence of the protective articles in the document cannot be confirmed. Still, Anglade swears that the measures are missing. Meanwhile, the illegal MOU is public, and Baudin is openly on Newmont’s payroll.

“I want the nation to be clear,” Anglade explained when still in his post. “We here at the BME are not responsible for all the things that give the company an advantage.”

When Baudin was asked about the potential conflict of interest of having served as Finance Minister and then immediately afterward becoming a consultant to Newmont, he did not flinch.

“I know that in other countries when you finish in public service, there is a period of time during which you do not have the right to work in the private sector, but in that case, you get compensation,” Baudin said. “We don’t have that legislation. I have not received one gourde [about 2 US pennies] since I left, and I have to eat, right? I have to clothe myself.”

What’s in Haiti’s hills?

Why would Newmont, Eurasian, and others wait for years to get a convention signed and break Haitian law with an MOU?

If geologists’ calculations are correct, Haiti’s northern mountains contain hundreds of millions of ounces of gold. With gold prices currently topping \$1,600 an ounce, one estimate puts the eventual take at \$20 billion.

The Pueblo Viejo mine, just across the Dominican border in the same “mineralization belt” that runs across the island, has the largest gold reserve in the Americas. It has already produced 5.5 million ounces of gold and contains at least another 23.7 million. It’s also rich in silver: 25.2 million ounces already mined and another 141.8 million to go.

With Haiti’s apparently vast reserves (and weak government), it is no wonder mining behemoth Newmont partnered with Eurasian, which is

continued on p(15)

Haiti’s Grim History of Being “Open for Business”

The gold mines planned for Haiti’s north come on the heels of centuries of foreign investment in – and extraction of – the country’s minerals as well as other natural and agricultural resources.

1492: Writing in his journal during his first voyage, Christopher Columbus said the people of what would later be called



In his journals, Christopher Columbus waxed over the “pieces of gold as large as the hand” that he saw when he landed in what is now Haiti.

“Hispaniola” – today comprised of Haiti and the Dominican Republic – gave the sailors gold with “such generosity of heart and such joy that it was wonderful.” Every other entry has references like “great pieces of gold,” and “pieces of gold as large as the hand.” In the years that followed, hundreds of thousands, some say millions, of indigenous people died in gold mines and due to Spanish-borne diseases

A decade after Columbus’ first trip, the Spanish crown was already getting its “royal fifth” (20% of all gold found) from the Caribbean, collecting 8,000 ducats (about 884 ounces) in 1503, and about 120,000 ducats (13,272 ounces) in 1518.

1697-1804: The labor of an estimated 800,000 African slaves earned the French colony the nickname “Pearl of the Antilles” because of the massive wealth produced for the French crown and French investors exporting sugar, coffee and indigo. According to some researchers, by 1789 the colony exported one-half the world’s coffee and accounted for about 40% of France’s foreign trade.

1857: U.S. sea captain Peter Duncan proclaimed La Navasse Island, off Haiti’s lower “arm,” a “U.S. territory” under the 1856 U.S. Guano Island Act, which proclaimed that any U.S. citizen could take “peaceable possession” of any guano-rich “island, rock or key” that is “not within the lawful jurisdiction of any other Government.” Guano – bird dung – was in high demand as a fertilizer.

La Navasse was part of Haiti, but no matter. The U.S. claimed the island and a company town was built to “mine” the dung. Today, the company is long gone, but La Navasse is still considered a U.S. territory by Washington. But Haiti still claims La Navasse and lists the island as national territory in its 1987 Constitution.

1910: Hayti Mines Company, based in New York, bought *Compagnie Minière de Terre-*

Neuve. Over 10 years, the company exported 436 tons of copper ore. No more information is available.

1911: W.R. Grace backed U.S. entrepreneur James MacDonald, allowing him to take over Haiti’s National Railroad Company. In exchange for promising to build a railway from Port-au-Prince to the northern city of Cap-Haïtien,

MacDonald was given 50-year concessions for all the land alongside the eventual 320-kilometer railway line for banana plantations – two kilometers in each direction – as well as a 50-year monopoly on banana exports. The MacDonald Company issued US\$35 million worth of bonds which were 60% guaranteed by the Haitian government. MacDonald failed and fled. During the 1915-1934 U.S. occupation, the Haitian government was forced to pay out over \$4 million to investors.

1915-1934: U.S. occupation of Haiti. Explained President Woodrow Wilson in 1913: “Our responsibility to the American people demands that we assist American investors in Haiti.” In 1914, U.S. Marines seized Haiti’s gold reserves, and within months U.S. Marines invaded again to begin the longest of all U.S. military occupations.

After a puppet parliament passed a law allowing foreigners to own land, over 1,000 square kilometers of land were granted to U.S. companies between 1917 and 1927, and another 1,000 square kilometers were sold to U.S. companies after 1928. U.S. pineapple, sugar, banana, and sisal companies expelled tens of thousands of farming families from their plots. Firms included familiar names like United Fruit and Standard Fruit, but also Haitian Products Co., Haitian American Sugar Co., etc. Most U.S. plantations ended in failure.

This period also saw massive migration of Haitian laborers, illegally and legally, to Cuba and the Dominican Republic in search of work. Total numbers are not known but from 1915 to 1930, between 5,000 and 20,000 mostly male laborers legally went to Cuba each year.

1935: Standard Fruit and Steamship Company signed a 10-year contract, which was renewed for another five years. The New Orleans-based firm was given a monopoly over all banana exports for the first 10 years, and over most exports

continued on p(19)

12^e raison de faire affaire avec nous :

**En arrivant au
Canada, mon père
a choisi la TD.
Moi aussi.**



Ouvrez un compte
et recevez jusqu'à

250\$¹

Nos succursales bien situées, nos heures prolongées et nos services bancaires le dimanche² sont autant de raisons qui expliquent pourquoi tant de nouveaux arrivants au Canada choisissent la TD – en plus de la recommander à leur famille et à leurs amis. Ouvrez un compte chez nous, vous vous sentirez comme chez vous.

Pour en savoir davantage, rendez-vous dans une succursale TD Canada Trust ou composez le 1-866-342-6667.



Des services bancaires confortables



¹L'offre est en vigueur du 14 mai au 20 juillet 2012, mais peut être modifiée, prolongée ou retirée en tout temps, sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. Consultez-nous pour obtenir plus de renseignements. ²Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion ou d'une filiale en propriété exclusive au Canada et/ou dans d'autres pays.

Ruée vers l'or en Haïti! – Kiyès k ap vin rich?

Par Ayiti kale Je

Haïti est peut-être le « pays le plus pauvre des Amériques » mais cette petite nation est également assise sur une mine d'or.

Le nouveau Premier ministre Laurent Lamothe dit miser sur la richesse qui se trouve dans les montagnes du nord d'Haïti pour sortir le pays de la pauvreté, mais si le passé est garant de l'avenir, l'exploitation de l'or, de l'argent et du cuivre cachés dans les montagnes profitera principalement aux actionnaires étrangers tout en défigurant un paysage déjà dénudé et fragile.

Haïti a peut-être quelque chose à gagner, mais elle a également beaucoup à perdre.

Alors qu'une poignée de cultivateurs gagnent cinq dollars par jour à construire des chemins miniers, et pendant que les journalistes parlent d'un ou deux sites de forage, une entreprise canadienne, Eurasian Minerals, accapare discrètement et minutieusement les permis d'exploration – 53 pour être précis – et conclut des ententes secrètes, vraisemblablement avec l'aide d'un ancien ministre de haut rang, aujourd'hui stipendié.

L'aubaine est si belle pour les compagnies minières et tellement néfaste pour Haïti, que le directeur de l'agence nationale responsable des mines les a récemment dénoncées lors d'une entrevue exclusive avec Ayiti Kale Je (AKJ), appelant son gouvernement à rectifier le tir : « Je leur ai dit de laisser les minerais sous terre, les générations futures pourront les exploiter. »

« Les mines font partie du patrimoine national [...] Elles appartiennent à la population, elles n'appartiennent pas aux gens au pouvoir, même pas au propriétaire du terrain », ajoute le géologue Dieuseul Anglade, alors directeur du Bureau des mines et de l'énergie (BME).

Eurasian et son entreprise associée, Newmont Mining, deuxième producteur aurifère mondial, forent également illégalement, de connivence avec certains membres du gouvernement, dans le secteur de Lamielle, dans le nord-est du pays.

La loi haïtienne diffère de celle de nombre d'autres pays. Elle est nettement plus bureaucratique, mais elle prévoit également, au prime abord, un minimum de protection. Pour pouvoir forer – même à des fins d'exploration – les entreprises doivent obtenir une convention d'exploitation minière signée par le Premier ministre et l'ensemble des ministres. Cette convention établit les modalités pour toute exploitation minière.

Eurasian et Newmont attendent actuellement l'approbation finale d'une convention couvrant un vaste territoire, soit environ 1 350 kilomètres carrés. Toutefois, la convention n'a pas encore été signée, en partie parce que pendant le plus clair des 12 derniers mois, Haïti n'avait pas de Premier ministre. « Nous sommes prêts à forer », déclarait Daven Mashburn de Newmont Mining, vers la fin de 2011, en parlant de Lamielle. « Puisque le gouvernement d'Haïti s'en fout [...] il nous est impossible de mettre en œuvre nos concessions et cela signifie que les gens ne peuvent trouver d'emplois. »

Pourtant, le gouvernement est loin de s'en foutre. Peu après cette entrevue, les concessions ont été consenties, quoique d'une manière pas tout à fait légale. « Le gouvernement leur a accordé une sorte de dérogation » a expliqué Ronald Baudin (ministre des Finances d'Haïti de 2009 à 2011 et ancien directeur général du ministère), qui a supervisé les négociations avec Eurasian alors qu'il occupait cette puissante position. « Ils sont conscients du tort qu'ils font à la compagnie... Celle-ci a plusieurs bases, plusieurs camps partout dans le pays, avec une très importante logistique. Elle dépense beaucoup d'argent. Et voilà qu'elle arrive à une étape et reste bloquée, du seul fait que la convention n'a pas encore été signée. »

Baudin, qui a quitté ses fonctions lorsque le nouveau gouvernement de

Michel Martelly a été mis en place en 2011, est aujourd'hui un conseiller rétribué du partenariat Eurasian-Newmont qui porte le nom de « Newmont Ventures ».

Toutefois, un protocole d'entente ne saurait l'emporter sur une loi. Aucune dérogation n'est possible en matière de législation. « Il y a ce qu'on appelle la hiérarchie des lois. D'après cette hiérarchie, un protocole est plus faible qu'une loi. Un protocole ne peut pas annuler une loi. Il ne peut pas autoriser à faire quelque chose que la loi n'autorise pas », a expliqué l'avocat des droits humains, Patrice Florvilus.

Le directeur de l'agence responsable des mines – le BME – n'a pas signé le protocole d'entente. « Je n'étais pas d'accord, pour la simple et bonne raison que si la loi n'autorise pas quelque chose, ... vous n'avez pas le droit de le faire! » d'expliquer Anglade au cours d'une entrevue le 24 mai 2012. Son bureau n'en a même pas reçu un exemplaire.

Ce refus a été sans doute l'une des raisons pour que l'un des premiers actes officiels du nouveau gouvernement Lamothe aura été de destituer Anglade. Anglade, âgé de 62 ans, compte près de 30 années de service au BME, qu'il a dirigé au cours de près des 20 dernières années. Il a une réputation d'honnêteté.

Malgré le refus d'Anglade, le protocole d'entente a été signé par l'actuel ministre des Finances et celui des Travaux publics vers la fin du mois de mars. Ainsi, le 23 avril, Eurasian a pu joyeusement rapporter à ses actionnaires que « le partenariat a obtenu la permission de forer pour certains projets grâce au protocole d'entente; et le forage se poursuit présentement ».

Eurasian et Newmont n'ignorent point la législation et, selon une correspondance avec AKJ en date du 25 mai, semblent croire qu'Anglade a signé le document. Mais tel n'est pas le cas.

Anglade est également en désaccord avec une convention d'exploitation minière qui risque d'être signée sous peu, vu qu'après trois mois d'attente, Haïti a enfin un Premier ministre, Laurent Lamothe, qui s'est engagé à rendre la législation du pays plus favorable aux affaires.

Selon Anglade, la version finale – qu'il a rejetée par l'entremise d'une lettre officielle au président de l'époque, René Prével et au ministre des Finances à ce moment-là, Baudin – est beaucoup plus faible que les deux plus petites conventions minières existantes d'Haïti (pour 50 kilomètres carrés chacune) parce que les principales clauses de sauvegarde ont été supprimées.

L'article 26.5 – des conventions antérieures – plafonnait les dépenses qu'une entreprise pouvait déclarer à 60 pour cent des revenus. Il est à présent caduc, selon le directeur du BME.

« Ce qui veut dire que la compagnie peut venir dire qu'elle a dépensé 90 dollars, qu'il ne reste plus que 10 dollars », dit Anglade.

Une deuxième clause a également été supprimée, dit-il : l'Article 26.4, qui garantissait un partage à parts égales des profits entre les entreprises minières et le gouvernement. « Durant les 2 années passées à négocier; ma position était claire [...] », de dire cet homme de 62 ans, qui a passé toute sa vie dans la fonction publique et enseigne aussi les mathématiques à l'Université d'État d'Haïti. « Ces 2 articles le Bureau des mines n'a jamais voulu les enlever [...] C'est lorsque le dossier a quitté le Bureau des mines, qu'ils ont négocié et enlevé ces articles. Ce n'est point moi qui les ai enlevés. Après le Bureau des mines [...] ils ont fait une réunion au ministère des Finances [...] C'est le ministre lui-même qui les a ôtés, le ministre Baudin. »

Interrogé à propos de la convention, Baudin a dit qu'il ne pouvait entrer dans les détails. Il a néanmoins déclaré que : « Ce que moi personnellement je puis vous dire, à présent nous avons un texte qui a obtenu le consensus de la compagnie, du ministère des Travaux publics, du Bureau des mines, du ministère des Finances. »

Pas d'après Anglade. « Pour rien au monde je n'enlèverais ces articles », dit-il.



Un homme en train de chercher de l'or (Photo Credit Ben Depp)

Le ministre des Travaux publics, Jacques Rousseau est le supérieur d'Anglade. Son ministère supervise le BME et est en possession de la convention pendante. Rousseau a refusé cinq demandes d'entrevue; c'est pourquoi l'absence des clauses de sauvegarde dans le document ne peut être confirmée. Cela dit, Anglade jure que les mesures sont absentes, et entre-temps, le protocole d'entente illégal a été rendu public, et Baudin est ostensiblement à la solde de Newmont. « Je veux que ce soit clair pour la nation » a expliqué Anglade, « le BME n'est pas responsable de ce qui a été fait au profit de l'entreprise jusqu'à maintenant ».

Lorsque Baudin a été interrogé à propos du conflit d'intérêts potentiel découlant du fait qu'il ait occupé les fonctions de ministre des Finances avant de se recycler immédiatement en consultant à la solde de Newmont, il est resté de marbre. « Il existe d'autres pays où, lorsque quelqu'un a fini d'exercer de telles responsabilités, il y a une période de temps au cours de laquelle il n'a pas le droit de travailler pour le privé. Mais en la circonstance, il a une compensation. Nous autres, nous n'avons pas cela dans notre législation », d'accoucher Baudin. « Et aujourd'hui, au moment où je vous parle, depuis mon départ du ministère des Finances, je ne reçois pas une gourde de l'État. Ensuite, je dois manger, n'est-ce pas? Je dois m'habiller [...] »

Que recèlent les collines d'Haïti?

Pourquoi Newmont, Eurasian et d'autres entreprises minières ont-elles attendu des années pour obtenir la signature d'une convention, pour ensuite violer la loi haïtienne avec le protocole d'entente?

Si les calculs des géologues disent vrai, les montagnes au nord d'Haïti contiennent des centaines de millions d'onces d'or. Puisqu'une once d'or est actuellement négociée à 1 600 dollars us, une estimation chiffre la cagnotte à 20 milliards.

La mine de Pueblo Viejo, directement de l'autre côté de la frontière, en République dominicaine, dans la même « ceinture de minéralisation » qui s'étend d'un bout à l'autre de l'île, renferme la plus grande réserve aurifère des Amériques. Elle a déjà permis de produire 5,5 millions d'onces d'or et en contient au moins 23,7 millions de plus. Elle est également riche en argent : 25,2 millions d'onces déjà et 141,8 millions à extraire.

Vu les réserves apparemment vastes d'Haïti (et son faible gouvernement), il n'est pas étonnant que le géant minier Newmont se soit associé avec Eurasian, dirigée par un ancien cadre de Newmont. Eurasian, par l'entremise de son associée locale, l'entreprise Marien Mining, contrôle différents types de concessions représentant une plus grande partie du territoire d'Haïti que toute autre entreprise : l'équivalent d'un dixième du pays.

Une petite entreprise minière haïtienne-étatsunienne, VCS, et son entreprise associée locale, Delta Mining, possèdent ou contrôlaient jusqu'à tout récemment des concessions couvrant 300 kilomètres carrés dans le nord; l'entreprise canadienne Majescor et ses partenaires haïtiens possèdent des licences pour 450 kilomètres carrés de plus. Ensemble, les entreprises étrangères possèdent des permis de

recherche ou d'exploration pour un tiers du nord d'Haïti, 15 pour cent du territoire du pays.

Majescor a plusieurs longueurs d'avance sur ses rivales, ayant récemment entamé la phase d'« exploitation » pour l'une de ses concessions. Cependant, VCS et Newmont-Eurasian la talonnent. Toutes ces entreprises reconnaissent le potentiel d'Haïti.

« Haïti est le géant endormi des Caraïbes! » a dit un partenaire de Majescor récemment, alors que le président d'Eurasian, David Cole s'est vanté lors d'une émission de radio de : « [...] contrôler plus de 1 100 milles carrés de terres ».

Un investisseur qui se qualifie de « géologue mercenaire » a écrit : « il est évident qu'il existe un risque géopolitique important en Haïti. Mais la géologie est simplement trop bonne. »

La géologie est en effet très bonne. Un seul petit site d'Eurasian, le gisement de Grand-Bois, pourrait contenir au moins 339 000 onces d'or (d'une valeur de 5 milliards 400 millions de dollars us au prix d'aujourd'hui) et 2 milliards 300 millions d'onces d'argent.

Bonne en effet, mais il y a un prix élevé à payer.

Mines à ciel ouvert à l'horizon

Parce que dans la majorité des endroits les gisements de cuivre, d'argent et d'or sont pour la plupart répartis comme de minuscules grains dans la boue et les pierres – ce qui est parfois appelé « or invisible » – cette onéreuse exploitation minière à ciel ouvert est souvent la seule option, mais l'entreprise associée d'Eurasian, Newmont, connaît bien ce mode d'exploitation. Le géant minier a ouvert la première mine à ciel ouvert au Nevada en 1962 et a ensuite creusé au Ghana, en Nouvelle-Zélande, en Indonésie, et dans d'autres pays.

Au Pérou, Newmont exploite l'une des plus grandes mines aurifères à ciel ouvert du monde : la mine de 251 kilomètres carrés de Yanacocha. Il y a peu de temps, Newmont a été accusée de trafic d'influence lorsque la lumière a été faite sur ses liens avec l'ancien maître espion péruvien Vladimiro Montesinos. Après avoir présumément aidé Newmont à négocier des termes favorables, un ancien employé du Département d'État des États-Unis est devenu salarié de Newmont. L'entreprise a également été accusée d'avoir déversé du mercure et du cyanure.

Imperturbable, Newmont a récemment entrepris la mise en chantier d'une mine d'envergure, la « Minas Congo ». Cependant, les cultivateurs, les écologistes et les autorités locales ont jusqu'à maintenant contrecarré ses plans à l'aide de manifestations massives et devant les tribunaux. Le mois dernier, une table ronde d'experts européens mandatée par le gouvernement pour étudier les plans, a indiqué à Newmont qu'elle ne serait pas autorisée à drainer deux lacs des hautes Andes pour la nouvelle mine.

Le 28 mai, Newmont n'avait pas encore décidé de la voie à suivre, mais une dépêche du 27 avril de l'Associated Press citait Richard O'Brien de Newmont disant que « si ce projet de 4,8 milliards de dollars ne peut être mis en œuvre de façon responsable au point de vue sécuritaire, social et environnemental » tout en rapportant

aussi des « dividendes acceptables » aux actionnaires, Newmont réallouera ce capital à d'autres projets de développement de notre portefeuille ».

Newmont a également eu des problèmes dans d'autres pays, plus récemment au Ghana. La mine « Ahafo South » est située dans une région agricole connue comme le « grenier à vivres » du Ghana. À cette date, elle a déplacé environ 9 500 personnes, dont 95 pour cent vivaient de l'agriculture, selon Environmental News Service.

Outre d'expulser des cultivateurs de la terre, Newmont a contaminé l'approvisionnement local d'eau au moins une fois, de son propre aveu. En 2010, cette compagnie acceptait de payer 5 millions de dollars us de compensation au gouvernement pour un déversement de cyanure en 2009 qui a tué du poisson et pollué l'eau potable. Newmont concédait que les procédures en vigueur n'avaient pas été suivies, et que son personnel avait aussi omis d'aviser comme il se doit les autorités gouvernementales ghanéennes.

Tout en accueillant les bénéfices éventuels que des mines bien construites et bien supervisées pourraient apporter à Haïti, Anglade et d'autres experts haïtiens se montrent préoccupés à l'effet qu'une mine à ciel ouvert, qui à toutes fins utiles utilise d'importantes quantités de cyanure pour séparer le minerai d'or de la gangue, pourrait s'avérer dangereuse pour l'environnement déjà fragile d'Haïti.

Dans la République dominicaine voisine, une mine d'or contrôlée par le gouvernement a causé tellement de contamination que les rivières de la région coulent encore avec une eau rougeâtre à mesure que la pluie rejette des métaux du minerai laissé aux alentours. « L'exploitation minière peut causer de graves problèmes environnementaux » a fait remarquer l'ancien ministre haïtien de l'Environnement à l'occasion d'une récente entrevue.

À ce poste au milieu des années quatre-vingt-dix, Yves-André Wainwright signalait les deux conventions minières existantes. Cet agronome de formation indiquait que, outre les soucis qu'il se fait concernant les métaux lourds, certaines des surfaces de concession sont formées de « montagnes humides », ce qui signifie qu'elles jouent « un rôle important pour la biodiversité et doivent être protégées, dès la phase de prospection ». C'est là aussi que vivent des dizaines de milliers de familles de cultivateurs. Cependant on n'a jamais vu l'ombre d'un membre du personnel du ministère de l'Environnement sur les sites miniers, d'après des journalistes des radios communautaires dans les zones affectées.

En fin de compte, ce qui inquiète Wainwright, aussi bien qu'Anglade et d'autres observateurs, c'est l'incapacité de l'État faible » haïtien d'exercer un contrôle sur les compagnies minières et les dégâts environnementaux potentiels. « Nous avons un personnel compétent au Bureau des mines, mais ils n'ont pas les moyens de mener à bien leurs tâches », de dire Wainwright. « Tout l'argent qui provient des carrières de sable, et d'autres mines, aboutit directement au ministère des Finances. De ce fait, même si c'est un secteur qui fait entrer de l'argent, le BME est dans la déche. »

Le jugement de Wainwright semble se vérifier. Un audit des véhicules du BME dévoilé au mois de janvier montrait que des 17 véhicules, seulement cinq étaient en condition de rouler. Douze étaient hors d'usage. Et avec un budget d'environ 1 million de dollars, le BME est aussi à court de personnel. Seulement le quart des 100 employés détient un diplôme universitaire. Un autre 13 pour cent est formé de « techniciens ». Le reste est constitué par le secrétariat et le personnel de « soutien ».

« Le gouvernement ne nous donne pas les moyens nécessaires pour être à même de superviser les compagnies », confirmait Anglade à l'occasion d'une entrevue accordée alors qu'il était toujours à la tête du BME. « Le gros de notre

Suite à la page (14)

Environnement Rio + 20

De Stockholm à Rio de Janeiro, plus de recul que de progrès

1^{ère} Partie

Par Roosevelt René M.E

La détérioration de l'environnement n'a pas cessé bien qu'en 1972, à la première rencontre internationale sur l'environnement, centrée sur les problèmes écologiques, et qui avait eu lieu à Stockholm, 150 pays s'engagèrent à multiplier les efforts pour

A Rio de Janeiro, la situation était tout autre. Le nombre élevé de chefs d'État et de gouvernements qui avaient confirmé leur participation à la Conférence sur l'environnement et le développement, témoigne des grands espoirs que fonde l'humanité sur ce rendez-vous qui avait été baptisé.

Ce sommet qui avait réuni le plus grand nombre de chefs d'état de toute l'histoire des Nations Unies devait adopter un plan d'action sur l'environnement qui compte plus d'une centaine de thèmes.

Au moins 178 délégations officielles et 114 chefs d'état avaient reçu copie des accords conclus par les 3 500 organisations non gouvernementales (ONG) qui avaient participé à un forum parallèle ou «forum mondial» chargé d'élaborer une. Cette dernière contient sept principes d'action, 322 accords de travail et un document final avec lequel commenceront des discussions sémantiques. Car pour certains, il s'agissait de et pour d'autres de quelque chose comme une sur les problèmes de l'environnement.

De l'avis des experts, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (UNCED), avait mis en discussion un lot de problèmes graves, beaucoup plus volumineux que celui qu'on avait examiné il y a plus de 40 ans.

Depuis la première réunion sur l'environnement, tenue à Stockholm, la population mondiale s'est accrue de 1,5 milliard d'habitants, dont 80% sont allés grossir les effectifs du tiers monde; la pauvreté extrême s'est étendue à plus de 2,6 milliards d'être humains; la faim a atteint des dimensions encore jamais vues; les maladies infectieuses et carenciales ont touché des centaines de millions de personnes. Pendant cette période près de 350 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts dans le tiers monde, ainsi que quelque dix millions de femmes en couches. Durant ces années, le monde a perdu 480 milliards de tonnes de la partie cultivable de son sol; 300 millions d'hectares de forêts ont été rasés; les déserts ont progressé de plus de 120 millions d'hectares; la production d'aliments par ha-

bitant a stagné ou a reculé dans le tiers monde; d'innombrables sources d'eau ont été polluées ou se sont tarées; des dizaines de milliers d'espèces animales et végétales ont disparu.

Aujourd'hui on parle d'établir un système global de sécurité destiné à protéger l'environnement, avec le concours et la participation de toutes les nations. On a beaucoup parlé, en termes politiques et militaires, de la sécurité de la planète. De gigantesques forces armées ont été créées à cette fin; des millions d'intelligences et le poids fondamental de la recherche scientifique au niveau mondial ont été sacrifiés à ces intérêts; des ressources essentielles qui auraient été nécessaires pour faire face à un désastre économique et social aux résultats politiques, sociaux et économiques prévisibles dans le monde sous-développé, ont été dilapidées. Dans les conditions actuelles, si l'on parvenait à créer un climat réel de paix et de détente internationale, et sur la solution effective du sous-développement et de la pauvreté dans le tiers monde.

A la base de ce processus de prise de conscience se trouve, bien entendu, le fait qu'au cours de ces vingt cinq dernières années se sont aggravés les effets actuels et potentiels de certains problèmes de l'environnement qui inquiètent le plus l'humanité, comme l'épuisement de la couche d'ozone de la stratosphère, le réchauffement qu'engendre l'effet de serre, les pluies acides, et les autres formes de dégradation de l'environnement que provoque le modèle de consommation et de gaspillage en vigueur dans les pays les plus développés, la perte de la diversité biologique, la pollution qu'engendre le gigantisme urbain, le déplacement transfrontalier de déchets dangereux, la pollution des eaux souterraines et superficielles, des mers et des zones côtières, la destruction des forêts et l'appauvrissement des sols agricoles. Parmi tous ces graves problèmes on trouve un élément toujours présent dans le débat écologique contemporain: la conscience que dans de vastes régions du tiers monde où l'immense majorité de la population subsiste dans des conditions précaires de pauvreté, l'espèce biologique est en danger et l'être humain aussi.

Nul n'ignore que la décennie qui vient de s'écouler a été la plus chaude des cent dernières années que l'on ait connues. Ce phénomène de réchauffement global, conséquence de ce que



Le sommet de (Rio 92) a été le début et le plus important viendra ensuite, (RIO+20) car on a déjà commencé à penser au développement et à l'environnement comme une unité indivisible



Au sein de la population latino-américaine 90 millions de personnes manquent d'eau potable alors que 140 millions ne disposent pas des services d'égouts

l'on appelle l'effet de serre, a de graves conséquences écologiques, économiques et sociales.

Toutes les richesses matérielles du monde ne peuvent pas restituer les 40% d'ozone perdue depuis 1957 dans la couche atmosphérique qui recouvre le pôle Sud, ou rendre la vie à des millions de lacs et de fleuves du Nord et du Sud qui sont morts biologiquement à cause des déchets domestiques et industriels. Au-delà de la polémique, le monde est témoin, depuis la Conférence sur le développement humain de 1972

tenue à Stockholm, qu'on enregistre une perte croissante de la bio-diversité.

Selon certains calculs, si on ne limite pas les émissions actuelles des gaz qui sont à l'origine de l'effet de serre, la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère doublera d'ici 2025-2050, ce qui entraînera une élévation de la température moyenne globale de 1,5 à 4,5 degrés Celsius. Ce phénomène entraînera par ailleurs une augmentation du niveau de la mer de 30 à 50 centimètres pour l'an 2050 et 1 mètre en 2100: ceci provoquera l'inondation de grandes zones côtières continentales densément peuplées dans certains cas, et de nombreux États insulaires se verront affectés. Mais il y a d'autres perspectives bien plus inquiétantes, et à plus court terme. Les transformations climatiques entraîneraient, entre autres, des changements dans le régime des pluies et dans les écosystèmes marins, ce qui augmenterait les possibilités de voir se former des ouragans, des cyclones tropicaux et des typhons. De la même manière on verrait s'accroître la vulnérabilité des régions tempérées aux maladies tropicales telles que la malaria, la dengue et la fièvre jaune, et il se produirait de graves affections dans de nombreuses cultures de ces régions, par exemple: le blé, le riz, le maïs et le petit mil.

En ces moments où la préoccupation de la communauté internationale pour l'environnement a acquis des proportions considérables, le masque vert est devenu une mode, y compris pour les entités et les personnages les plus inattendus. Ce phénomène a pris corps à la chaleur du qui fut également un forum où des écologistes et des organisations non gouvernementales (ONG) dénoncèrent les dommages causés

à l'environnement par les entreprises multinationales, qui cherchent à présent à effacer par le biais de la propagande la mauvaise impression laissée en d'autres temps. Pour couronner cette conduite tortueuse, et toujours dans la perspective d'une bonne affaire, les nouveaux verts tracent des stratégies pour obtenir le maximum de gains en exploitant la campagne mondiale sur l'environnement.

En réalité on assiste à des phénomènes surprenants qui dans certains cas révèlent un mépris total pour la sensibilité de ceux qui luttent pour préserver l'environnement. On sait que ces nouveaux champions sont capables de commettre des pires attentats contre la vie de la planète au non du profit personnel. Les exemples sont éloquentes et il vaut la peine de s'arrêter sur certains d'entre eux pour comprendre comment le pouvoir économique est utilisé pour confondre l'opinion publique internationale. L'organisation écologiste Greenpeace a récemment accusé de tels agissements un groupe de multinationales, dont Dupont, la plus grande entreprise chimique des États-Unis, Rhône-Poulenc, de France, Solvay, de Belgique, le groupe japonais Mitsubishi, Shell, Général Motors et Westinghouse. En ce qui concerne Dupont, il a été défini par Greenpeace comme le principal producteur mondial de substance primaire responsable, de la destruction de la couche d'ozone qui protège la terre des rayons ultraviolets.

Greenpeace a fait allusion à la production d'essence à base de plomb et à l'énorme quantité de déchets toxiques manipulée par des usines Dupont. Quelque 725 tonnes par jour seraient déversées dans l'air et dans les eaux, rien qu'aux États-Unis.

D'autre part, un procès aurait été intenté à la Shell pour l'exportation de substances chimiques dangereuses. L'affaire concerne la production d'un pesticide utilisé dans les plantations de bananes qui rendent stériles non seulement les animaux mais aussi les êtres humains; ce produit a déjà provoqué des dommages physiques à environ 2 000 travailleurs dans les plantations du Costa Rica.

Une autre modalité adoptée par ceux qui cherchent à se faire passer pour des défenseurs de la nature, est le faux recyclage des résidus toxiques. C'est le cas, entre autres, de la multinationale belge Solvay, selon de nombreuses accusations rendues publiques. Par exemple des déchets toxiques contenant du mercure ont été envoyés en Espagne soi-disant pour être traités mais ont finalement été enterrés dans la région centrale de ce pays, près d'une zone réservée à l'élevage d'oiseaux et dont les effets contaminants se sont déjà faits sentir. Ces accusations ont été formulées par le directeur de Il a expliqué qu'un grand nombre de multinationales se maquillent en vert mais qu'elles envoient aux pays du tiers monde des pesticides dont l'emploi est interdit dans les nations hautement industrialisées. Beaucoup de grandes entreprises n'ont pas voulu manquer le train et se présentent comme des porte-drapeaux de l'écologie, bien que rien ne soit plus éloigné de la vérité.

Au cours de la période 1960-1985, les émissions d'anhydride sulfurique, une des causes principales des pluies acides, sont passées de 7 millions de tonnes à quelque 155 millions de tonnes par an. Bien souvent la précipitation acide est transportée par le vent vers des régions éloignées du lieu de pollution. Ce phénomène a rendu la vie impossible dans des dizaines de milliers de fleuves et de lacs, parce que la composition chimique des

Suite à la page (13)

Director: Florence Comeau
Interlink Translation Services
 * Translations * Interpreters
 * Immigration Services
 * Resumé * Fax Send & Receive
 * Much more.
 English • French • Kreyòl • Spanish
Tel: 718-363-1585
 899 Franklin Avenue,
 Brooklyn, NY 11225

Paul J. Jourdan
 Attorney at Law
 107 Kenilworth Place
 Brooklyn, NY 11210
Phone:
(718) 859-5725
(718) 338-0222
 • Immigration
 • Divorce
 • Business Formation
 (Corporation & Partnership)
 • Estate Administration - Wills
 • Real Estate Closings



MAXX REAL ESTATE
 Consultant Corp.
REAL ESTATE:
 • Residential
 • Commercial • Condo
 • Coop • Rentals
INCOME TAX:
 • Individual • Business
Max W. Marcelin
 Cell: 718.954.5384
Leonite Gourdet
 Cell: 718.207.3917
 Nou pale Kreyòl!
 1424 Flatbush Ave.,
 Brooklyn, NY 11210
 (Corner Farragut Road)
718.576.6601
 maxxrealtys.com

eaux s'est trouvée modifiée et cela a provoqué des dégâts sérieux dans les zones forestières et agricoles, surtout en Europe, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Chine et en Afrique.

Personne ne saurait nier aujourd'hui, de bonne foi, que le premier facteur de détérioration de l'environnement est le modèle de comportement économique créé par les sociétés les plus développées et étendu au reste du monde, sur la base de leur puissance et de leur influence sur les mécanismes de formation de courants d'opinion. De nos jours, le principal ennemi de l'environnement est un mode de vie basé sur la soif irrégulière de consommation et le gaspillage absurde des ressources.

Les pays membres de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE) représentent seulement 16% de la population mondiale et 24% de la superficie totale des terres. Leurs économies fournissent 72% du produit national brut global et assument 76% du total du commerce international, dont 73% des exportations de produits chimiques et presque la même proportion des importations de bois et de sous-produits.

Les pays membres de l'OCDE portent en même temps la responsabilité de 45% des émissions mondiales de dioxyde de soufre et de 50% des émissions d'oxyde d'azote. Ils produisent 60% des déchets industriels au niveau mondial et 90% des déchets dangereux. En 2010, les États-Unis, la Communauté Économique Européenne et le Japon assumaient 86% de la production mondiale de chlorofluorocarbène, contre 4,4% seulement pour les pays du tiers monde. Les pays de l'OCDE utilisent 52% de l'énergie commerciale totale, y compris 50% des combustibles fossiles et 56% du pétrole consommé dans le monde. Des dix pays responsables des plus importantes émanations de gaz produisant l'effet de serre, cinq sont hautement industrialisés. Si l'on ajoute à ce groupe l'ex-Union Soviétique, ils dépassent ensemble 40% du total de ces émanations. Les États-Unis, le plus grand émetteur, concentrent à eux seuls 17,6% du total mondial. La contribution des pays développés à l'effet de serre est quatre fois supérieure à celle du tiers monde.

Actuellement, les pays industrialisés commencent à prendre conscience du fait que les effets graves de la détérioration de l'environnement, bien qu'ils se fassent sentir directement, immédiatement et de manière dévastatrice parmi la partie la plus pauvre et la plus vulnérable de la population de la planète, ces effets dépassent les limites géographiques et sociales du tiers monde pour devenir une menace pesant sur toute l'humanité. On devra se convaincre du fait que si les mesures nécessaires ne sont pas prises à temps, l'homme demeurera sur le seuil incertain de ce qui pourrait être la destruction de toute la vie sur la planète. Dans ces conditions, il devient encore plus urgent de relever le sérieux défi qui

consiste à assurer un niveau adéquat d'alimentation, à tous les êtres de la planète. Et il faut le faire, sans aggraver les dommages déjà causés à l'environnement écologique global. Cette action requiert une volonté politique mondiale effective, pour obtenir ce qui jusqu'à nos jours a été impossible.

Soixante pour cent de la population mondiale vivent dans des pays dont les revenus sont bas et qui accusent des déficits d'aliments. La pauvreté du tiers monde est étroitement associée à la dégradation de l'environnement. Avec l'exploitation des ressources naturelles en tant que principal instrument de reproduction économique et sociale et sans les conditions financières ni technologiques permettant d'affronter convenablement ce phénomène, dans ces pays la surexploitation de ces ressources constitue littéralement le seul moyen de survie. Ce gaspillage relatif engendre davantage de pauvreté, du fait que les ressources financières et technologiques sont de plus en plus insuffisantes pour faire face à des conditions écologiques plus adverses.

Il s'agit d'un véritable cercle vicieux de la dégradation. Au dire de la

Le sous-développement, le retard, les catastrophes naturelles et les conflits armés dans le monde sous-développé, particulièrement dans la période 1980-2010, ont eux aussi contribué à la détérioration de l'environnement, du fait de migrations massives d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre d'un même pays, entraînant une surexploitation des ressources naturelles de certaines régions. Ce phénomène s'aggrave dans la mesure où, en général, dans ces cas là, aucune mesure de protection de l'environnement n'a été prise.

Les difficultés écologiques les plus graves, découlant de cette situation, concernent la dégradation de la terre, la désertification, les inondations et la sécheresse, la détérioration de la qualité de l'approvisionnement en eau potable, la perte des sols, le déboisement et la perte de la diversité biologique ainsi que la croissance démesurée des concentrations urbaines, entre autres. Ces processus négatifs ont nettement progressé depuis la Conférence sur l'environnement humain de 1972.

La couverture mondiale en matière d'eau potable a sensiblement progressé, passant de 77% en 1990 à 87% en 2008, la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique étant celle qui affiche les plus grands progrès, et plus de 2,2 milliards de personnes manquent de services sanitaires. Pourtant, 84% seulement de la population du monde en développement ont accès à des sources d'eau potable améliorées, le taux étant de 100% de la population des pays industrialisés, et 72% disposent de services sanitaires. La couverture est la plus faible en Afrique subsaharienne, où trois personnes sur cinq seulement ont accès à des sources d'eau améliorées.

Dans le monde en développement, les disparités entre les zones

urbaines et rurales sont profondes. On compte encore 884 millions de personnes privées d'accès à un approvisionnement en eau potable améliorée et 84% d'entre elles vivent dans les zones rurales. Sur le 1,8 milliard de personnes qui a obtenu un accès à des sources d'eau potable améliorées depuis 1990, 60% vivent dans des zones urbaines. (Source UNICEF 2010)

Par ailleurs dans les pays sous-développés, on voit, sans cesse, augmenter le nombre d'êtres humains dont l'alimentation dépend hypothétiquement d'une fraction d'hectare de terre cultivable. Ceci s'explique par la croissance démographique et la dégradation accélérée des sols. A partir de la pénurie bien connue de ressources financières et technologiques, susceptibles d'aider l'agriculteur du tiers monde à porter la productivité de son travail et le rendement de la terre à des niveaux, lui permettant d'obtenir une production suffisante dans les régions déjà soumises à l'exploitation agricole. Il faudrait ajouter à ceci, dans des régions déterminées du tiers monde, le phénomène du déplacement de l'agriculteur, expulsé des terres les plus productives au profit du latifundium ou, en sens inverse, la division réitérée de la terre en parcelles de plus en plus réduites et de moins en moins viables. Ainsi se reforme un autre cercle vicieux qui prive l'agriculteur appauvri du monde sous-développé de toute échappatoire.

A Rio, plusieurs représentants du premier monde se proposent, par ailleurs, d'asseoir au banc des accusés les pays pauvres, et en particulier le Brésil et le Pérou pour le déboisement à outrance et l'exploitation des sources énergétiques naturelles.

Pour l'Amérique centrale ils ont aussi cité les cas du Costa Rica et du Guatemala où l'on déboise annuellement 50 000 hectares de forêts tropicales. «Au Costa Rica, cela représente 3% du territoire national, ce qui classe ce pays à la première place en matière de déforestation en Amérique latine.

Selon des chiffres du programme de l'ONU pour l'environnement quelque 40 à 50 millions d'acres de forêt tropicale naturelle sont détruits chaque année, dans les neuf plus grands pays tropicaux du monde, équivalant à la superficie de l'État de Washington, soit dix fois le rythme de la déforestation. Ces neuf pays sont: le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, le Vietnam, la Thaïlande, les Philippines, le Costa Rica, le Cameroun, et Myanmar (ci-devant Burma). D'après un rapport du «World Resources Institute», il reste encore 1,9 milliards d'acres de forêt tropicale dans le monde.

Très inquiétante est, par ailleurs, la perte de la diversité biologique associée à ces processus. La pollution des océans, des mers et des zones côtières, ainsi que le danger auquel sont exposées les ressources vivantes se trouvant dans ces régions, constituent un autre grave problème. Le phénomène universel de désertification, l'expansion des frontières agricoles et



Les désastres qui ont eu lieu au Chili, en Colombie, en équateur, au Pérou et en Haïti sont donc un avertissement

les dommages irréversibles causés aux écosystèmes constituent une menace sans cesse plus terrible.

Très récemment, des représentants de différents groupes écologiques latino-américains et caraïbes ont renouvelé leurs accusations contre les entreprises transnationales qui utilisent tous leurs moyens pour détruire l'environnement, de la même manière qu'ils ont tout fait qu'au Sommet de Rio, pour que leurs responsabilités dans divers aspects du problème n'apparaissent pas au grand jour.

Malgré les discours, les réunions, les traités et une infinité d'articles dans les journaux, le déboisement en Amérique du Sud persiste comme une pandémie. D'après les chiffres de la FAO, entre 1991 et 2000 ont disparu en Amérique latine et dans la Caraïbe 8,4 millions d'hectares de forêts tropicales alors qu'on a seulement planté 3,7 millions d'hectares d'arbres, des espèces en outre qui ne contribuent pas à l'élimination du problème de l'érosion des sols.

Même si la région est la plus boisée dans ses zones tropicales (56% de la surface de la terre, soit 918 millions d'hectares), le déboisement des rives fluviales favorise le glissement des terres lorsque les précipitations sont abondantes, comme ce fut le cas ces derniers temps.

Dans les récentes catastrophes naturelles survenues en Amérique du Sud et qui ont entraîné tant de perte de vies humaines et matérielles, en plus les facteurs climatiques, attribués au courant connu sous le nom de Niño et de l'effet de serre, il faut malheureusement chercher la main de l'homme. Plusieurs spécialistes ont déclaré à l'IPS que les conséquences ont été aggravées par l'imprévision humaine, l'expansion urbaine anarchique et l'occupation des terres. Les désastres qui ont eu lieu au Chili, en Colombie, en équateur, au Pérou et en Haïti sont donc un avertissement.

Au Nicaragua, on estime qu'en l'an 2020 il n'y aura plus un seul arbre si le rythme d'abattage se maintient, simplement parce que 60% de la pro-

duction énergétique sont résolues par les forêts, a expliqué. Dans ce pays, où il existe onze lacs, on a annoncé l'assèchement de ceux de Nejapa et de Moyua, ainsi que la diminution sensible des eaux de ceux d'Asososca (qui approvisionnent Managua en eau), Tiscapa et Xilola, tandis que le lac Xolotlan, qui borde la capitale, présente une accumulation très élevée de déchets toxiques, dont quelque 50 tonnes de mercure et les eaux usées des localités avoisinantes.

Au sein de la population latino-américaine 90 millions de personnes manquent d'eau potable alors que 140 millions ne disposent pas des services d'égouts. Mais la situation n'est guère meilleure dans d'autres parties du continent si l'on tient compte de la pureté douteuse des eaux véhiculées par les aqueducs des États-Unis. Dans cette nation un habitant sur six boit de l'eau d'une teneur élevée en pesticides, de plomb et des désinfectants cancérogènes, d'après.

Mais derrière ce macabre panorama, négligent et bureaucratique mis à part, la crise économique oblige quelque 200 millions de Latino-Américains et de Caraïbéens qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté à chercher dans la nature les moyens de survivre, avec la destruction écologique que cela implique.

Historiquement, les pays développés ont été les principaux promoteurs et bénéficiaires du déboisement des pays sous-développés. Sous l'égide du régime colonial, puis de l'expansion économique des grandes puissances capitalistes et de l'exploitation néo-coloniale des ressources naturelles du tiers monde, des forêts entières ont été abattues, que ce soit pour exploiter le bois ou pour les transformer en terres agricoles produisant des aliments et des matières premières, destinés à être exportés vers ces pays industrialisés.

Lorsqu'on analyse le phénomène dans une optique plus large, la conclusion inévitable est que la responsabilité ultime de la détérioration accumulée de l'environnement dans

Suite à la page (16)

kreole FLAVOR

Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out
1738 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11210
718-258-0509

VENUS RESTAURANT

Specializing in
Caribbean &
American Cuisine

We do Catering
Available for all
Occasions
Fritaille etc..

670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226
"Venus, l'endroit idéal!"
718-287-4949

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine
haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une
équipe de cordons bleus recrutés sous
la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel
- Dinde - Poulet - Cabri
- Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le
dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne
lâcherez pas Katou Restaurant

Maggie Flambeau Restaurant

1436 Flatbush Avenue
(between Farragut & Glenwood)
Brooklyn, NY 11210
Loubing, General Manager
Breakfast - Lunch - Dinner
7 days a week, 9 am - 10 pm
Samedi Bouyon
Dimanche
Soup Giromon, Pintad, diri djondjon
Free Delivery
Catering for all occasions
347-462-9029

FRITAYE 5 STAR

• Breakfast • Lunch
• Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice
FOR SALE:
Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue
(bet. Foster Ave. & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

budget va pour les salaires. Nous n'avons pas réellement un budget d'opération. »

La branche d'investissement pour le secteur privé de la Banque mondiale – la Société financière internationale (International Finance Corporation) – a investi 5 millions de dollars dans Eurasian pour l'exploration en Haïti. La Banque affirme qu'Eurasian et Newmont ont de bons antécédents, mais est également consciente des éventuels effets négatifs potentiels de l'exploitation minière et reconnaît les défis auxquels font face le gouvernement haïtien et d'autres « États faibles ».

« Souvent le gouvernement du pays hôte n'a pas beaucoup de possibilités, spécialement en ce qui a trait aux aspects environnementaux et sociaux, » expliquait Tom Butler, responsable à l'échelle internationale des investissements miniers de la Société financière internationale. « (Mais) une des choses qu'on ne fait pas, c'est dire au gouvernement quoi faire avec l'argent qu'il reçoit. »

Haïti bon dernier dans la « course aux royalties »

Combien d'argent rentrera, et quand? Des articles récents ont cité toutes sortes de chiffres prometteurs, mais ils omettent les petits caractères dans les conventions existantes, et ne mentionnent même pas la convention en instance.

Aussi, quelle que soit la qualité de la convention, à part les mises de fonds initiales, une mine ne commencerait probablement pas à rapporter de revenus – taxes et royalties – avant cinq ou même dix ans, car c'est le temps nécessaire pour construire une mine à ciel ouvert, et étant donné qu'il est permis aux compagnies de d'abord amortir leur équipement, remettant à plus tard le « passage du rouge au noir ».

Daven Mashburn de Newmont le confirmait en disant que « cela pourrait aisément prendre une décennie. Cela prend habituellement une décennie pour mettre ces choses en marche ».

« Il est fort probable qu'une grande entreprise minière déclare des pertes année après année, même après dix ans, si le système de déductions est trop généreux et que les contrôles font défaut, » indiquait récemment l'experte en fiscalité minière et royalties, Claire Kumar dans une entrevue avec AKJ. « C'est quelque chose de très courant. »

Chercheuse à l'organisme Christian Aid et auteure du rapport de 38 pages paru en 2009, *Undermining the Poor – Mineral Taxation Reforms in Latin America* (« Miner » les pauvres – Réformes de la taxation minière en Amérique latine), Kumar disait que les deux petites conventions existantes d'Haïti paraissent bien, étant donné qu'elles promettent un partage équitable des profits et prévoient un plafond pour les dépenses.

Ce qui n'est pas si bon, faisait-elle remarquer, c'est le taux des royalties d'Haïti : 2,5 pour cent. Selon Kumar et de récentes dépêches d'agences, ce taux est l'un des plus bas de l'hémisphère. « Une redevance de 2,5 pour cent est beaucoup trop basse », de confirmer Kumar. « Toute redevance de moins de 5 pour cent est tout simplement ridicule pour un pays comme Haïti. On ne devrait même pas en tenir compte. Pour un pays avec un État faible, les royalties sont le moyen le plus sûr de toucher les sommes attendues. Il existe une marge de manipulation pour l'entreprise, mais elle n'est pas aussi vaste que vous pourriez le penser. »

Le taux des royalties d'Haïti a encore du chemin à faire pour rattraper ce que les investisseurs miniers déplorent comme une « course aux royalties » et un « nationalisme des ressources ». Dans son rapport annuel *Business Risks Facing Mining and Metals* présenté en août dernier, la firme comptable et d'investissement Ernst & Young place le « nationalisme des ressources » en « tête de liste des risques pour les affaires ». Cette agence disait qu'à la fin de l'année 2010 et en 2011, on pouvait compter 25 pays qui avaient augmenté les taux ou menaçaient de le faire.

Beaucoup de ceux qui ont élevé les taux pour l'or se trouvent en Amérique latine. L'Équateur exige à présent entre 5 et 8 pour cent, le Pérou en est à 12 pour cent, et le Brésil menace également d'augmenter son taux. En août dernier, le Venezuela est allé plus loin et a nationalisé l'industrie aurifère.

Dans un texte sur le « nationalisme des ressources » du mois de mars, Reuters concluait que (cela) « a laissé aux sociétés minières peu d'options autre que de se lancer vers d'autres territoires encore plus à risque politiquement, y compris des régions agitées de l'Afrique ». Ou... Haïti.

Car, avec un taux de royalties de 2, 5 pour cent, une force de casques bleus de l'ONU forte de 10 000 soldats cantonnés à travers le pays, et des indications que les nouvelles conventions minières seront plus avantageuses pour les sociétés étrangères, les risques aujourd'hui sont vraisemblablement moindres qu'au cours des récentes décennies.

De fait, Dan Hachey, Pdg de Majescor, applaudissait l'élection en 2011 du président Martelly, disant : « Martelly a déclaré que (Haïti) est ouverte pour les affaires. Nous avons vu beaucoup de changement depuis son accession à la présidence. »

Le système de la porte tournante qui a permis à l'ancien ministre des Finances Ronald Baudin de s'engager dans l'équipe Newmont pourrait être l'une des raisons de ce changement. Alors qu'il était encore au pouvoir, il acceptait de transiger un bail gratuit de 50 ans pour un terrain avec une société française dans le nord. « Non,

nous ne l'avons même pas loué. Nous l'avons mis à sa disposition, car lorsque c'est quelque chose qui est bon pour l'économie qui se fait, l'État a pour devoir de l'encourager. »

Le nouveau Premier ministre haïtien – Laurent Lamothe – est aussi très favorable au milieu des affaires. Entrepreneur en télécommunications et dans l'immobilier avec des sociétés en Afrique et en Amérique latine, il s'est engagé à faire avancer une législation favorable aux affaires dans tous les secteurs, y compris les mines.

« L'information au sujet de nos réserves nationales indique que notre terre regorge de minéraux et que c'est maintenant le moment propice pour les exploiter », déclarait Lamothe dans sa déclaration de politique générale devant le Sénat le 8 mai dernier.

Lamothe a aussi promis de modifier la législation minière. Au cours d'une récente interview avec l'Associated Press, Lamothe s'est engagé à ce que la nouvelle loi assure que « l'État reçoive sa juste part » et qu'elle protège également l'environnement et les communautés locales. Mais, il bifurquait, ajoutant que la nouvelle législation permettrait ceci « autant que possible sans nuire aussi aux revenus de l'autre partie, pour lui permettre de faire des affaires ».

Même avant que Lamothe ait pris ses fonctions, Anglade confiait à AKJ être au courant des pressions faites pour une modification de la loi existante. « Je dois vous dire que les entreprises font toutes sortes de pressions pour faire modifier la législation afin que cela leur donne plus d'avantages. Mais ils ont trop d'avantages déjà! » a-t-il dit.

Un gouvernement dont la devise est « Haïti est ouverte aux affaires » et qui parie sur des manufactures d'assemblage et un salaire minimum de 5 dollars US par jour (le plus bas de l'hémisphère), peut-il être digne de confiance quant à la protection des intérêts du pays?

Les géants de l'industrie minière ont eu constamment le dessus face à des États beaucoup plus forts et obtenu des contrats profitables principalement à leurs actionnaires. Quelle garantie ont donc les Haïtiens que le *pro business* Lamothe obtiendra un meilleur traitement que les gouvernements du Pérou, du Ghana, ou d'autres pays pauvres?

Les éventuels revenus miniers et les quelques emplois à bas salaire semblent de bon augure pour plusieurs en Haïti, où la plupart des gens doivent survivre avec moins de 2 dollars US par jour et où le chômage et le sous-emploi atteignent 66 pour cent. Mais l'industrie minière est-elle la réponse aux malheurs d'Haïti?

Pour Laurent Bonsant, un entrepreneur minier canadien travaillant pour Newmont Ventures dans le nord, la réponse est « Oui ». « L'une des choses qu'il faut à ce pays, c'est un produit d'exportation. Ils n'ont

rien. Si l'industrie minière peut faire quelque chose de bon, c'est ici qu'elle le fera, » disait-il tout en supervisant un site où une équipe forait 24 heures par jour des échantillons de minerai à 330 mètres sous terre.

Mais Haïti a plusieurs produits d'exportation et, de plus, l'industrie minière n'a pas fait grand bien par le passé.

Au cours des récentes décennies, des sociétés étrangères ont extrait de la bauxite et du cuivre. Des dizaines de milliers de familles ont perdu leurs terres, des milliers d'hectares ont été soumis à la déforestation, et dans certains cas, la terre a été contaminée.

Le professeur Alex Dupuy, professeur titulaire des Études africaines américaines et de sociologie de la Wesleyan University, doute fortement que les résultats des nouvelles entreprises s'avèrent bien différents des précédents. Même si Haïti n'est plus régie par une dictature aussi brutale et corrompue que celle des Duvalier, il existe peu de transparence, et aucun moyen apparent de vérification ou de contrôle des investisseurs locaux et étrangers.

« Je pense qu'il va se produire la même chose, » disait Dupuy, auteur de *Haïti in the World Economy – Class, Race and Underdevelopment*, au cours d'une interview au téléphone avec AKJ. « L'industrie minière n'utilise pas beaucoup de main-d'oeuvre, et les nationaux qui seront engagés seront des travailleurs non spécialisés. Les cadres viendront de l'étranger car habituellement ces compagnies arrivent avec leur propre technologie. »

« Comme par le passé, elles exproprieront les terres des paysans. De sorte qu'il en sera de même, tout comme précédemment. Les contrats en passe d'être signés le seront au gré de la compagnie étrangère, pas nécessairement ce qui est dans les meilleurs intérêts du pays, même s'ils les présentent au public comme quelque chose de bon pour le pays. » [Voir *La sombre histoire d'une Haïti « ouverte aux affaires »*]

Le Guatemala – un pays socialement, économiquement et politiquement similaire – pensait que les mines pouvaient « faire du bien » là, aussi, et autorisait Goldcorp à ouvrir la Marlin Mine. Mais en 2010, la Commission interaméricaine des droits humains enjoignait au gouvernement de la fermer temporairement à cause des risques pour la santé, l'environnement et les droits humains. Un rapport présenté en 2011 par des experts miniers associés à la Tufts University recommandait au Guatemala de changer de façon significative les règles du jeu: d'exiger des royalties plus élevées et d'autres revenus, d'assurer une meilleure protection environnementale et le nettoyage, et de garantir qu'une somme donnée parvienne aux communautés hôtes.

« Sans une bonne gouvernance et des investissements productifs, l'héritage pour les lieux de la Marlin Mine pourrait bien être une dévastation écologique et l'appauvrissement, » écrivaient les auteurs.

Anglade s'inquiétait à l'effet que quelque chose de semblable pourrait arriver en Haïti, où le contrôle gouvernemental est virtuellement inexistant. Par exemple, bien qu'il soit illégal de couper des arbres, du bois fraîchement scié est empilé pour être vendu dans les marchés partout à travers le pays. De nos jours la couverture forestière d'Haïti n'est que de 1,5 pour cent.

Plus au nord, nombre de cultivateurs qui auraient pu tirer profit en louant leurs terres aux sociétés minières les ont depuis longtemps vendues à des repreneurs opportunistes accapareurs de terres et aux hommes d'affaires associés à de précédentes entreprises minières à Grand-Bois, un site d'Eurasian. Plus d'une dizaine de familles cultivent à présent un terrain qui ne leur appartient plus.

Anglade s'en souvient bien : « Quand j'ai appris ce qui se passait, je me suis rendu sur les lieux personnellement, j'ai dépensé mon propre

argent parce que le Bureau n'en avait pas; j'y suis allé pour réunir les gens et leur dire que leurs terres ont des ressources minières, et de ne pas les vendre. Malgré tout, ils les ont vendues. »

À présent, les familles pauvres qui cultivent encore ces terres à titre de locataires, et des centaines de leurs voisins, s'inquiètent quant à la pollution et de se voir expulsés de leurs lotissements. L'année dernière, plus de 200 familles ont été chassées d'une plaine fertile située non loin quand le gouvernement Martelly a inauguré une nouvelle zone franche.

Dans une région, Newmont a initié des « œuvres sociales », selon Anglade. L'entreprise a fait bâtir un petit pont, une route pour son petit véhicule tout-terrain et payé des frais de scolarité. Les cultivateurs sont cependant toujours nerveux. « D'après ce qui est prévu, on nous dit que la compagnie utilisera l'eau de la rivière pour vingt années. De plus, personne ne pourra boire l'eau qui coule de notre côté », d'expliquer la cultivatrice et organisatrice paysanne Elsie Florestan, qui vit près du site de Grand-Bois. « De plus avec ce qui va être fait, il y a des gens qui ne pourront pas rester dans la zone. »

« Le petit groupe qui s'enorgueillit de travailler, ce n'est pas la population, à bien regarder il n'y a tout au plus que 50 personnes qui ont trouvé du travail pour une population qui compte 64 habitations [...] » d'ajouter cette personne de 41 ans, membre du mouvement paysan Tèt Kole Ti Peyizan. « D'après ce que je constate, si le peuple ne s'organise pas pour frapper du pied, pour dire qu'il lui faut obtenir quelque chose, il n'aura rien », prévenait-elle.

Florestan et d'autres cultivateurs ont constamment pu observer des équipes venir prélever des dizaines de milliers d'échantillons de chaque colline et vallon pendant des années, à travers tout le nord. « Sans poser de questions, à savoir à qui appartient le terrain, ils entrent, procèdent à des fouilles, prennent les pierres, les mettent dans leurs sacs, et s'en vont avec », faisait remarquer l'organisateur paysan Arnolt Jean, qui habite à Lakwè, près de la frontière dominicaine. « Tous les Haïtiens observent, car ils savent que ce qui pourrait nous aider, c'est si nous avions un gouvernement qui serait à même de nous dire : 'Cette zone est à vous, il vous faut donc ouvrir les yeux'. Mais nous en tant qu'Haïtiens nous ne pouvons rien dire [...] L'État est irresponsable dans ce dossier. »

Dans cette communauté, les gens orpaillent et creusent leurs propres tunnels depuis des générations. Une journée ou une semaine de travail peuvent ne rien rapporter ou rapporter 50 dollars d'or, même si les acheteurs de la République dominicaine ne paient que la moitié du cours du marché. En outre, avec la plupart des familles trop pauvres pour même se permettre d'envoyer tous leurs enfants à l'école, ils sont nombreux les gens qui vont du côté des collines et des berges dès qu'ils ont fini de planter leurs semences. Le paysage est parsemé de trous. La rivière est couleur de boue. « Le pays est pauvre, mais ce qui est dans le sous-sol pourrait nous sortir de la pauvreté à tout jamais », de dire Arnolt. « Mais puisque notre richesse reste sous terre, c'est les gens les plus riches qui viennent chercher des moyens de les exploiter. Ceux qui habitent la terre restent pauvres, et les riches s'enrichissent davantage. »

Rendu possible en partie grâce à une bourse de Pulitzer Center on Crisis Reporting.

Ayiti Kale Je – <http://www.ayitikaleje.org> – est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA) et les radios communautaires de l'Association des Médias Communautaires Haïtiens (AMEKA) et les étudiants du Laboratoire de Journalisme de la Faculté des Sciences Humaines de l'Université d'Etat d'Haïti.

Immaculée Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn



Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law

**Real Estate
Immigration-Divorce**



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

RADIO PEP
KOMINIKASYON
MONDAY-FRIDAY 7A.M.- 1A.M.
WLQY 1320 AM



RADIO PIMAN BOUK
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M.
WLQY 1320 AM

NOUVELLES POLITIQUE
ANALYSE MUSIQUE
EDUCATION PUBLICITÉ
TALK SHOW

(786) 487-7870
MANDE POU VOLTAIRE

continued from p(9)

headed by a former Newmont executive. Eurasian, via its local partner Marien Mining, controls various kinds of licenses for one-tenth of Haiti's territory, more than any other company.

A small Haitian-American mining venture – VCS and its local partner Delta Mining – has or until very recently, controlled, licenses for over 300 square kilometers in the north; Canadian explorer Majescor and its Haitian partners are sitting on licenses for another 450 square kilometers. Taken together, foreign companies are sitting on research or exploration permits for one-third of Haiti's three northern departments, 15% of the country's territory.

Majescor is ahead of its rivals, having recently moved to the "exploitation" phase for one of its licenses. But VCS and Newmont/Eurasian are close on its heels. All of the companies recognize Haiti's potential.

"Haiti is the sleeping giant of the Caribbean!" a Majescor partner said recently, while Eurasian president David Cole boasted on a radio show: "We control over 1,100 square miles of real estate."

An investor who calls himself a "mercenary geologist" wrote: "It is obvious there is substantial geopolitical risk in Haiti. But the geology is just so damn good."

The geology is good. One small Eurasian site alone – the Grand Bois deposit – appears to contain at least 339,000 ounces of gold (worth about US\$5.4 billion at today's prices) and 2.3 billion ounces of silver.

But the geology is not cheap.

Pit mines on the horizon

Because in most locations the copper, silver, and gold deposits are spread out as tiny specks in the dirt and rock – what is sometimes called "invisible gold" – expensive and destructive pit mining will often be the only option, but Eurasian's partner Newmont knows its pits. The gold giant opened the world's first pit mine in Nevada in 1962 and later dug in Ghana, New Zealand, Indonesia, and other countries.

In Peru, Newmont runs the 251-square kilometer Yanacocha open pit mine, one of the world's largest. Not long ago, Newmont was accused of influence peddling there when it was linked to former Peruvian spymaster Vladimiro Montesinos. After allegedly assisting Newmont negotiate favorable terms, a former U.S. State Department employee ended up on the Newmont payroll. The company was also accused of mercury and cyanide spills.

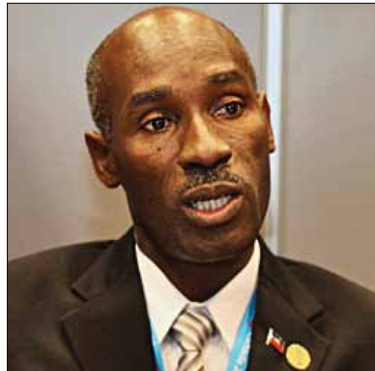
Undaunted, Newmont recently embarked on an effort to open a second mega-mine nearby – called the Minas Conga – but so far, farmers, environmentalists, and local authorities have fought back with massive protests and in the courts. Last month, a government-hired panel of European experts, tasked with studying the plans, told Newmont it would not be allowed to drain two high

Andes lakes for the new mine.

As of May 29, Newmont had yet not decided on its course of action, but an Apr. 27 Associated Press story quoted Newmont's Richard O'Brien as saying "if the \$4.8 billion project cannot be developed 'in a safe, socially and environmentally responsible manner' while also earning shareholders 'an acceptable return' Newmont will 'reallocate that capital to other development projects in our portfolio'."

Newmont has had problems in other countries too, more recently Ghana. The "Ahafo South" mine is located in a farming region known as Ghana's "breadbasket." So far, it has displaced about 9,500 people, 95% of whom were subsistence farmers, according to the Environmental News Service.

In addition to forcing farmers from the land, Newmont poisoned local water



Former Finance Minister Ronald Baudin is now a paid consultant to mining consortium Newmont Ventures

supplies at least once, by its own admission. In 2010, the company agreed to pay US\$5 million compensation to the government for a 2009 cyanide spill that killed fish and polluted drinking water. Newmont conceded proper procedures were not followed, and that its staff also failed to properly notify Ghanaian government authorities.

While welcoming the possible benefits well-built and -supervised mines might bring to Haiti, Anglade and other Haitian experts are worried that a pit mine, which would use cyanide to recuperate gold from ore and dirt, could be dangerous to Haiti's already fragile environment.

In the neighboring Dominican Republic, a government-controlled gold mine caused so much contamination that the region's rivers still run red as rain releases metals from the ore left lying exposed.

"Mines can cause big problems for the environment," Haiti's former Environment Minister Yves-Andre Wainwright noted in a recent interview.

While serving in the mid-nineties, Wainwright signed both of the existing mining conventions. An agronomist by training, he noted that, in addition to his heavy metal worries, some of the areas under license are "humid mountains," meaning they play "an important biodiversity role and need to be protected, starting in the prospecting phase." The hills are also home to tens of thousands

of farming families. But no Environment Ministry personnel has been seen at mine sites, according to Haitian community radio journalists.

Finally, what concerns Wainwright, as well as Anglade and other observers, is the likely incapacity of Haiti's "weak state" to control the mining companies and the potential environmental damage.

"We have competent staff at the Mining Bureau, but they don't have the means to carry out their jobs," Wainwright said. "All the money that comes in from the sand mines, and other mines, goes straight to the Finance Ministry. Therefore, even though it is a sector that makes money, the BME is impoverished."

Wainwright's assessment appears correct. An audit of BME vehicles shared in January showed that of 17 vehicles, only five were in working condition. Twelve were out of service. With a budget of about \$1 million, the BME is also strapped for human resources. Only one-quarter of the 100 employees have university degrees. Another 13% are "technicians." The rest are secretarial and "support" staff.

"The government doesn't give us the means we need to be able to supervise the companies," Anglade confirmed in an interview while still head of the BME. "Most of our budget goes to salaries. We don't really have an operating budget."

The World Bank's private sector investment arm – the International Finance Corporation – has invested \$5 million in Eurasian's Haiti explorations. The bank says Eurasian and Newmont have good track records, but it also knows about mining's potential negative impacts. Bank representatives said they recognize the challenges facing Haiti's government and other "weak states."

"Often the host country government doesn't have a lot of capacity, especially on the environmental and social aspects," Tom Butler, IFC's global head for mining, explained. "[But] one thing we don't do is get into telling the government what to do with the money it receives."

Haiti coming in last in the "royalties race"

How much money will come in, and when? Recent articles have cited all kinds of promising figures, but they leave out the fine print regarding the existing conventions, and do not even mention the pending convention.

Also, no matter how good the convention, aside from the up-front fees, any eventual mine would likely not start paying revenues – taxes and royalties – until five or even ten years down the road, because that's how long it takes to build a pit mine, and because companies are allowed to depreciate their equipment first, delaying the move from being "in the red" to "in the black."

Newmont's Daven Mashburn confirmed that "it could easily be a decade. It usually takes a decade to get these things going."

"It's likely that a big mining com-

pany may declare losses year on year, even for ten years, if cost deductions are too generous and there is little control," mining tax and royalties expert Claire Kumar confirmed in a recent interview with HGW. "We see this happen all the time."

A Christian Aid researcher who authored the 38-page report *Undermining the Poor – Mineral Taxation Reforms in Latin America* in 2009, Kumar said Haiti's two small existing (and about to be supplanted) conventions sound good, since they promise a 50-50 split of profits and put a cap on expenses.

What's not so good, Kumar noted, is Haiti's royalty rate – 2.5%. According to Kumar and to a recent news reports, the rate is one of the hemisphere's lowest.

"A 2.5% royalty share is really low," Kumar confirmed. "Anything under 5% is just really ludicrous for a country like Haiti. You shouldn't even consider it. For a country with a weak state, the royalty is the safest place to get your money. There is room for manipulation by the company, but it's not as big as you would think."

Haiti's royalty rate has yet to catch up with what mining investors lament as a "royalties race" and "resource nationalism." In its annual *Business Risks Facing Mining and Metals* report released last August, accounting and investing firm Ernst & Young put "resource nationalism" at the "top of the business risk list." The agency said that in late 2010 and in 2011, it counted 25 countries that had or were threatening to hike royalty rates.

Many of those raising gold rates recently are in Latin America. Ecuador now charges between 5 and 8%, Peru can get up to 12%, and Brazil is threatening to raise its rate also. Last August, Venezuela went a step further and nationalized its gold mining industry.

Writing about "resource nationalism" in March, Reuters concluded "[it] has left mining companies few options other than to venture into ever more politically risky territory, including restive parts of Africa"... or Haiti.

But with a royalty rate of 2.5%, a 10,000-soldier strong UN blue helmet force stationed throughout the country, and indications that new mining conventions will be more advantageous to foreign companies, the risks there are likely lower than in recent decades.

Indeed, Majescor CEO Dan Hachey applauded the 2011 election of President Martelly, saying, "Martelly has stated that [Haiti] is open for business. We've seen a lot of change since he's been elected."

The revolving door that landed ex-Finance Minister Ronald Baudin on the Newmont team might be one reason for the change. While still in power, he agreed to deals like a cost-free, 50-year lease of land to a French company in the north.

"We didn't rent it – we made it available to them," Baudin said. "Because, when there is something that is good for the economy, the government has the obligation to encourage it."

Haiti's new prime minister – Laurent Lamothe – is also very pro-business. A telecommunications and real estate entrepreneur with companies in Africa and Latin America, he has pledged to push

through business-friendly legislation in all sectors, including mining.

"Information on our national reserves indicate that our land is rich in minerals and that now is the right time to exploit them," Lamothe said in his policy speech before the Senate on May 8.

Lamothe also promised to change mining law. In a recent interview with the Associated Press, Lamothe pledged the new law would assure "the right portion comes to the state" and that it also protects the environment and local communities. But, he hedged, the new legislation would do so "[a]s much as possible without hampering also the revenue of the party, allowing them to do business."

Even before Lamothe took office, Anglade told HGW he is aware of the move to change the existing law. "I should tell you that the companies are doing all kinds of lobbying to get the law changed so that it gives them more advantages," he said. "But they have too many advantages already!"

Can a government whose motto is "Haiti is open for business" and which is staking its bets on assembly factories and a \$5-a-day minimum wage (the lowest in the hemisphere) be trusted to protect the country's interests?

Mining giants have consistently managed to negotiate highly profitable contracts even when going up against much stronger states. What guarantee do Haitians have that pro-business Lamothe will negotiate a better deal than governments in Peru, Ghana, or other poor countries?

The potential for mining revenue and even some low-paying jobs sounds good to many in Haiti, where most people have to survive on less than \$2 a day and where un- and under-employment tops 66%. But is mining the answer to Haiti's woes?

For Laurent Bonsant, a Canadian mining contractor working for Newmont Ventures in the north, the answer is "yes."

"The one thing this country needs is something to export," he said as he supervised a site where a team was drilling 24 hours a day for core samples 330 meters down. "They got nothing. If mining can do any good, it will do good here."

But Haiti has several exports, and more importantly, in the past, mining has not done much "good."

In recent decades, foreign companies mined bauxite and copper. Tens of thousands of families lost their land, thousands of hectares were deforested, and in some cases, land was poisoned. [See sidebar: *Haiti's Grim History of Being "Open for Business"*.]

Professor Alex Dupuy, Chair of African American Studies and John E. Andrus Professor of Sociology at Wesleyan University, is highly skeptical that the new ventures will produce results much different than their predecessors. Even though Haiti is no longer controlled by a dictatorship as ruthless and corrupt as that of the Duvaliers, there is little transparency, and no apparent means of auditing or controlling local and foreign investors.

continued on p(19)

GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

l'ensemble du tiers monde incombe au monde capitaliste développé, en particulier à ces pays qui par le biais de l'exploitation coloniale et néo-coloniale sont historiquement coupables du retard et de la déformation des économies des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, et des Caraïbes, qui ont été et restent, comme on l'a déjà dit, les causes ultimes des problèmes de l'environnement les plus généralisés et les plus aigus du tiers monde.

Bref, il ne fait aucun doute qu'Eco 92 a été un défi pour l'humanité, mais la rencontre n'a pas été définitivement vouée à l'échec par les incompréhensions, l'indolence et les pressions multiples qu'exercent les banques et les entreprises transnationales qui cherchent à éviter toute décision concernant une réduction de la dette ou un transfert de technologie.

Les plus optimistes pensent que le sommet a été le début et le plus important viendra ensuite car on a déjà commencé à penser au développement et à l'environnement comme une unité indivisible et on assiste à une prise de conscience du danger qui plane sur l'humanité.

Les plus pessimistes estiment quant à eux qu'après la conférence sur par les Nations Unies, tout est allé de mal en pis et qu'on ne peut donc s'attendre qu'à une catastrophe.

Il incombe maintenant au monde développé et riche de liquider sa dette écologique envers la partie sous développée et pauvre de l'humanité, par la voie de la coopération, de l'aide financière et technique et du transfert de technologies propres. Ce ne serait de sa part, rien de plus, qu'un acte de justice historique et, en dernière instance, une preuve de bon sens et une contribution à leur propre bien-être et à leur développement ultérieur.

Si l'on veut sauver l'humanité de cette auto-destruction, il est indispensable de mieux distribuer les richesses et les technologies disponibles aux pays de la planète. Moins de luxe et de gaspillage dans une poignée de pays, pour qu'il y ait moins de misère et de faim sur le reste de la terre. Cessons de transférer au tiers monde des modes de vie et des habitudes de consommation qui détruisent l'environnement.

Rendons la vie humaine plus rationnelle. Appliquons un ordre économique international juste. Utilisons toute la science nécessaire pour le développement soutenu et sans contamination. Que disparaisse la faim, mais pas l'homme?

Que cessent les égoïsmes, que cessent les hégémonismes, que cessent l'insensibilité, l'hypocrisie et le mensonge! Car demain il sera trop tard pour faire ce que nous aurions dû faire ensemble il y a longtemps.

vivement la décision du Directoire provisoire d'INITE de les exclure de la plateforme. Nous avons appris par voie de presse, que des membres adhérents non-signataires de la charte constitutive d'INITE et ne faisant parti que d'une coordination provisoire, nommée par acte administratif pour un mandat précis se sont arrogés le droit de radier des membres fondateurs de ladite plateforme. Cette initiative étonnante, couvre une usurpation de titre et l'appropriation d'un droit et d'un pouvoir qui n'appartiennent qu'au congrès de la plateforme, réunissant en Assemblée Générale toutes la coordination régionale et les délégués départementaux et communaux. Nous condamnons avec la dernière rigueur, une si vile démarche, attentatoire aux règles fondamentales de la gestion des mouvements et plateformes politiques. Nous tremblons d'effroi, à anticiper les dérives antidémocratiques de tel dirigeants, parvenus un jour à la tête de l'État si dans le microcosme de la gestion de leur organisation, ils succombent si facilement à la tentation de tels déviations et abus de pouvoirs. Fort de ces considérations et, sans vouloir polémiquer avec des partenaires bernés ou obnubilés dans un moment d'égarement, nous demandons à la coordination provisoire de INITE de se ressaisir, de corriger cette anomalie et d'adresser des excuses publiques à toutes les organisations constitutives de la plateforme en général et aux membres fondateurs injustement et arbitrairement ciblés, en particulier. Faute par elle d'obtempérer à cette légitime requête dans un délai n'excédant pas 48 heures, nous, membres fondateurs révoltés par la mesure de la coordination ai prendrons telle disposition que de droit et de raison... »

La plateforme électorale INITE a été fondée par des dissidents d'autres partis politiques sous l'initiative de l'ex-président René Préval. Elle se faisait représenter par Jude Célestin aux élections présidentielles de 2010. Au cours de la période de contestation, Joseph Lambert et Kély C. Bastien dans une correspondance adressée au Conseil Electoral provisoire (CEP) ont fait le retrait, sans le consentement de l'intéressé, du candidat à la présidence de l'INITE. Joseph Lambert après les élections de 2010 était à la base de toute une série de décisions unilatérales, sans aucune forme de consultation. Donc les deux (2) ex-dirigeants de l'INITE ont fait les frais de leur inconséquence.

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community
Medicine
Public health and Pediatrics



5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137

tel. (305) 751-1105

ap pouri chak jou pi plis nan figi nou tout nan peyi a, èske li nòmal pou n rete 2 bra kwaze ap gade ? Eske nou kapab kontinye ap gade yon minis demisyone premye minis deziye k ap siyen kontra ilegalman nan non peyi a, kontra ki nan avantaj dirèk mafya dominiken ? Eske nou ka kontinye tolere 500 milyon dola Venezuela bay peyi a al depoze nan Banco de Reservas, yon bank dominiken ki pral non sèlman ranmasse enterè lajan pral rapòte, men tou pral deside ki pwojè ki pou finanse an Ayiti ? Se kontra eskandal sa a Laurent Lamothe sot siyen e ke palmantè yo ratifye pou vin premye minis peyi si anvan deklarasyon politik jeneral la li pa tonbe pou zafè dwòg ak lajan kontra.

Nan jwèt kat koken mare nou pran la a, èske peyi a kapab pèmèt li kontinye ap tolere yon pouvwa egzektif k ap naje nan yon eskalad eskandal k ap vin chak jou pi avilisan pou peyi a, pou nasyon an ? Yon egzektif ki pap dirije anyen, men k ap piye, vòlè epi touye onon lamafya ! Pou konbyen tan ankò pèp ayisyen an ap kapab sipòte ekip sa a k ap anfonse peyi a chak jou pi plis nan yon degradasyon moral ak sosyal san parèy, pandan l ap ipoteke pi fon toujou souverènte peyi a nan chak aksyon l ap poze ? Pou konbyen tan ankò pèp ayisyen an, men sitou nou menm fòs pwogresis yo, ap kontinye gade listwa k ap pran wout kwochi san nou pa gonfle venn nou, òganize nou epi mobilize pou yon kalte peyi?

Koulin Volim 1 # 6
avril 2012

surtout si l'on considère que ces dernières parties seraient aussi motivées par le spectre des retombées de la confrontation entre les deux Soudans sur les pays voisins arabes et africains.

Il y a eu dans l'ensemble de l'ordre arabe de nombreux cas similaires à celui qui afflige le Soudan. Bien que ceux-ci n'aient pas atteint le point de la sécession, ils présentent de nombreux traits communs. Les cas du Yémen, de l'Irak et de la Libye viennent immédiatement à l'esprit, ainsi que celui de la Somalie, qui semble avoir empiré au-delà de tout espoir, en grande partie peut-être parce qu'il a attiré si peu l'attention du monde arabe.

Compte tenu de ce passé, il est important que les Arabes essaient de tirer des leçons du cas soudanais. La première leçon qu'ils devraient comprendre est que la sécession ne représente pas une solution : comme le cas du Soudan le démontre, dans des pays où l'on trouve des régions ou des groupes mécontents à cause d'une longue histoire de suspicions et, éventuellement, d'effusions de sang entre eux et les autorités centrales, la sécession n'est nulle garantie qu'une détérioration accrue des relations entre les deux côtés puisse être évitée. Plutôt qu'une sécession, la solution est de mettre en place des changements politiques exhaustifs de telle manière à ce que toutes les parties concernées soient capables de réclamer leur juste part de droits au sein du cadre existant de l'État.

C'était l'approche de John Garang*, l'ancien chef de l'APLS**. Il envisageait l'APLS comme un mouvement ouvert au Soudan entier qui embrassait toutes les forces d'opposition du pays, tant au Sud qu'au Nord, et les a unifiées dans le but de modifier le système politique au Soudan dans son ensemble. Malheureusement, Garang n'a pas vécu assez longtemps pour amener sa vision à son accomplissement.

On ne peut qu'espérer que l'ordre arabe porte son attention à ce sujet,

pas seulement pour le Soudan mais également pour d'autres cas similaires où la menace de sécession pourrait se profiler. L'intervention rapide est meilleure qu'attendre jusqu'à ce que la situation atteigne le bord de la sécession, ce que l'ordre arabe a fait à l'égard de la situation entre le Nord et le Sud du Soudan. Inversement, si l'ordre arabe choisit de rester indifférent aux événements au Soudan et dans d'autres endroits ou de s'en occuper sans se séparer de ses petites habitudes, on ne devrait alors pas s'étonner si cet ordre, qui cherche à promouvoir l'unité entre ses États membres, voit l'unité de ces États s'effriter.

Un tel cauchemar de chaos et de désintégration est plus proche que beaucoup n'arrivent à l'imaginer. La Somalie se trouve en plein milieu d'un tel cauchemar, la Libye pourrait se trouver juste au coin de celui-ci et derrière elle se trouve une longue file de pays arabes qui pourraient seulement se trouver à quelques pas de là.

Source originale : Uruknet
23 mai 2012
Traduit de l'anglais par TK
Rouge midi 27 mai 2012

NDLR. *John Garang, homme politique et militaire soudanais. Après des accords de paix entre le gouvernement arabe et islamiste de Khartoum et les rebelles animistes et chrétiens de la SPLA signés le 9 janvier 2005, il est investi vice-président le 9 juillet mais meurt le 31 juillet 2005, dans un accident d'hélicoptère en revenant d'une rencontre à Kampala avec le président ougandais Yoweri Museveni. Celui-ci n'exclut pas la possibilité d'un assassinat. Garang voyageait dans un hélicoptère présidentiel ougandais

**APLS : Armée populaire de libération du Soudan.

seri pwogram pou fè moun dòmi, se menm vye pratik sa tout gouvènman ki pase nan tèt peyi a te konn fè, se yo gouvènman Martelly/Lamothe la ap reprann sou yon lòt non. Se menm sistèm k ap bay mas pèp la manti ak blòf la k ap kontinye, menm vye pratik koripsyon an k ap rapousiv tèt kale.

Nan menm lojik twonpe vijilans mas yo, prezidan Martelly lanse yon pwogram asirans ak yon ti kat wòz nan lopital OFATMA pou 400 moun, pandan mò yo ap pouri nan lopital jeneral, anpil sant Sante fèmen pòt yo nan peyi a.

Nan sityasyon malouk sa pèp ayisyen an ap viv Jounen Jodi a, se pa ni ti pwojè tèt chat, ni kach fòwèk ONG yo mete nan kèk katye popilè, se bon jan pwojè devlopman k ap kreye travay, k ap fè pwodiksyon nasyonal la vance, k ap kreye richès pou mas yo sòti nan mizè ak povrete ki pou mete peyi a kanpe. Daprè ekspèryans ki te fèt deja, ti pwojè tèt chat sa yo kreye plis konfli nan katye popilè yo, paske se yon ti ponyen moun ki toujou benefisye, grann majorite a toujou viktim.

Se nan sans sa a òganizasyon popilè konsekan nan katye popilè yo kouwè: Mouvman pou Libète, Egalite tout Ayisyen (MOLEGHAF) ki chita nan Fò-Nasyonal fè konnen yo pap antre nan vye lojik ti pwojè bidon sa yo, gouvènman Martelly a vle mete kanpe nan kèk katye. MOLEGHAF di li pap pran nan kraponay, nan blòf, nan mansonj, nan pwojè kale tèt, nan kòripsyon, l ap kenbe flanbo mobilizasyon an nan peyi a, devan ministè Afè Sosyal ak Travay jiskaske Leta a mete travay, lekòl, Lasante, Lamanjay pou tout Ayisyen. Madi 29 Me 2012 la militan MOLEGHAF yo te pike pikèt yo yon lòt fwa ankò devan Ministè Afè Sosyal la pou kontinye egzije chanjman nan kondisyon lavi popilasyon an.

Marina Clothing

Best Quality,
Best Prices in
New York
Metro Area

www.marinasclothing.com

Largest selection in metro area of evening attire and separates. Full line of European day wear and outerwear.

Carrying Sizes 00-30

- Wedding • First communion
- Baptism • Prom • Mother of bride/groom
- Full line of outerwear and undergarments by the best designers in the industry

STORE HOURS **4315 18th Ave.,**
Monday-Friday 11am - 7pm **Brooklyn, NY 11218**
Saturday 11am - 6pm (between East 2nd St &
Sunday 11am - 5pm Mcdonald Ave.)

718-438-6159

Morales reprend le contrôle de la production d'énergie

Par Alfredo Serrano Mancilla

Le président de la Bolivie poursuit sa politique de nationalisation d'entreprises énergétiques, détenues en partie par des firmes étrangères. L'auteur de l'article défend la décision du gouvernement et dissipe quelques malentendus.

C'est le moment de nuancer un terme en vogue : "expropriation". Trouvons un sujet pour ce mot si polémique : qui exproprie-t-on ? Et en faveur de qui ? Ce terme implique nécessairement qu'une entité s'approprie quelque chose. On exproprie ce qui, au préalable, a déjà été exproprié au profit d'autres. C'est ce qui se passe en Bolivie. Comme dans tant d'autres endroits, à cause du néolibéralisme, on a privé le peuple de services essentiels pour les remettre aux mains d'entreprises privées transnationales. Pourtant, ces expropriations ont été associées par l'idéologie dominante à la clé de la modernisation de l'Etat, à la rationalisation économique, à la concurrence parfaite et à l'efficacité de la distribution.

L'expropriation des services fondamentaux dont ont besoin les Boliviens, y compris l'électricité, a eu lieu dans le cadre du programme néolibéral de (dés)ajustement structurel et de projets de (dé)stabilisation. A la suite d'une série de privatisations, la Bolivie est devenue première de la classe (selon les chiffres de la Banque interaméricaine de développement) : le pays détient le meilleur score de l'ensemble de l'Amérique latine en ce qui concerne l'indice ridicule qui quantifie les progrès des réformes structurelles (0,7 contre une moyenne de 0,58 pour le reste du continent). La réalité est néanmoins venue contredire les indicateurs néolibéraux. Le peuple bolivien a rejeté le patron capitaliste qui dépouille la majorité au profit d'une minorité, système dans lequel les richesses sont aux mains de quelques personnes seulement.

Le gouvernement d'Evo Morales a entrepris de répondre aux demandes des Boliviens d'avoir un pays plus juste et souverain, visant au bien-être de tous et non pas de celui de quelques-uns. Pour cela, lors de son entrée en fonctions, Evo Morales a proclamé le 1er mai 2006 un décret ayant pour but de lancer un processus de nationalisation des en-



Le président bolivien Evo Morales en train de faire un discours juste après avoir nationalisé la compagnie d'électricité espagnole Transportadora de Electricidad SA, Cochabamba, le 1er mai 2012

treprises pétrolières, à la suite de quoi les bénéfices publics issus des hydrocarbures ont triplé entre 2005 et 2011.

Ensuite, le 1er mai 2008, l'Etat a racheté 100 % de l'entreprise nationale de télécommunications Entel, une filiale de la société italienne Telecom. En 2010, il a nationalisé quatre sociétés de production d'électricité : actuellement, les trois quarts de l'électricité sont produits par des entreprises nationales.

Et le 1er mai 2012, la Bolivie a repris le contrôle de l'entreprise de distribution grâce au décret 1214, qui a nationalisé les actions de Red

Electrica Internacional, filiale de Red Electrica España (REE), pour Transportadora de Electricidad (TDE). Précisons, pour éviter le faux discours de défense des intérêts espagnols, que l'entreprise expropriée ne détenait que 20 % des actions qui appartenaient à l'Etat. Ce décret est justifié par l'article 378 de la Constitution bolivienne, qui dispose que seul l'Etat est chargé du développement de la chaîne de production énergétique. Maintenant, c'est au tour de Rurelec, une filiale de British Petroleum, de subir le même sort.

Cette mesure est le résultat d'une nouvelle stratégie – et non pas d'une improvisation – qui a pour but de récupérer les ressources naturelles et de garantir l'accès à des services essentiels. Cette fois, c'est la distribution d'électricité qui est concernée, un secteur dont le néolibéralisme s'est non seulement emparé

mais qu'il a aussi systématiquement détérioré, faute d'investissement.

Peu à peu, la Bolivie reprend le contrôle de son réseau de production en expropriant tout ce que le secteur privé a gagné sous le règne du néolibéralisme. La Bolivie mise sur un nouveau régime d'accumulation plus juste, qui redistribue les excédents de deux façons : à court terme, grâce à des politiques sociales visant la majorité des Boliviens, ainsi que d'un point de vue structurel, à moyen et long terme, grâce à des investissements publics rentables permettant de répartir les richesses. Pour l'instant, quelques chiffres confirment les résultats positifs de cet Etat fort, qui participe à 34

% de la production de valeur ajoutée (contre 17 % auparavant). Même s'il reste encore beaucoup à faire, la pauvreté a baissé de 60 % à 49 % entre 2005 et 2010, et l'extrême pauvreté est passée de 38 % à 25 %. Il existe de nombreuses politiques sociales relatives à la redistribution, à l'enseignement et aux questions sanitaires. Tout cela s'accompagne par ailleurs d'une augmentation non négligeable des salaires. Reste à savoir si la Bolivie réussira à atteindre les objectifs en matière de transformations structurelles à moyen et à long terme.

Brecha 22 Mai 2012
 Courrier International 22 Mai 2012

La Russie accuse les États-Unis de sabotages industriels

Dans son édition du week-end, Komsomolskaïa Pravda [1] cite un général des services de renseignement militaire (GRU) selon lequel l'accident du Superjet 100 russe, survenu en Indonésie le 9 mai, pourrait être en réalité un sabotage.

L'appareil, qui était en tournée de promotion, s'était écrasé sur le mont Salak avec 45 personnes à son bord. Aucune n'a survécu. La thèse du GRU est que l'US Air Force, qui dispose d'une base non loin de là, a utilisé de nouveaux systèmes de brouillage pour faire chuter l'avion. L'objectif était de provoquer des annulations de commandes de ce fleuron de Sukhoï.

Suite à cet article, Vladimir

Popovkin, directeur de l'Agence spatiale fédérale russe, a évoqué la possibilité que les États-Unis aient également saboté trois récents lancements spatiaux. De telles annonces devraient en principe être suivies d'accidents d'ampleur comparable aux USA.

Durant la Guerre froide, Washington disposait de nombreux agents infiltrés en URSS, chargés de saboter l'économie soviétique à grande échelle.

Version à imprimer. Recommander cet article Facebook Twitter Delicious Seenthis Digg RSS

[1] Komsomolskaïa Pravda Hebdo, 24 mai 2012.

Réseau Voltaire 26 mai 2012

Des milliers de manifestants contre les assassinats de journalistes au Honduras



Le journaliste de la radio HRN Alfredo Rivera Villatoro

Des milliers de personnes ont envahi les rues dans de nombreuses villes du Honduras pour protester contre les assassinats de journalistes [1] dans la république d'Amérique centrale. Les manifestants, qui scandaient « Tuer des journalistes ne tue pas la vérité », ont défilé vendredi devant les bureaux du président et la Commission des droits de l'homme dans la capitale, Tegucigalpa, a rapporté l'AFP.

Selon les organisateurs, quelque 5 000 personnes ont participé au défilé à Tegucigalpa, mais des manifestations ont aussi eues lieu à San Pedro Sula, La Ceiba, Comayagua et Choluteca. « Non à l'impunité », était écrit sur la pancarte d'un militant. Sur un autre panneau, « Unis pour la paix et la liberté ».

Depuis que le président Manuel Zelaya a été renversé le 28 Juin 2009 par un coup d'Etat militaire [2], une vingtaine de journalistes ont été assassinés au Honduras.

La semaine dernière, le corps

du journaliste de la radio HRN Alfredo Rivera Villatoro a été retrouvé les yeux bandés, plusieurs balles dans la tête, a indiqué une porte parole de la police.

Rivera avait été enlevé une semaine auparavant. Depuis le coup militaire de 2009, le Honduras est en proie à d'importants troubles politiques. Le régime militaire, la corruption, des écarts de richesse considérables, la criminalité et les catastrophes naturelles ont fait du Honduras l'un des pays les plus pauvres et les moins sûrs d'Amérique centrale.

Notes

[1] « Honduras : l'ONU s'émue des assassinats de journalistes, pas RSF », Réseau Voltaire, 11 mai 2010.

[2] « Confirmation : le South-Com a organisé le renversement du président Zelaya au Honduras », Réseau Voltaire, 16 aout 2009.

Réseau Voltaire

Réseau Voltaire 29 mai 2012

Le Venezuela brise une nouvelle fois l'embargo contre la Syrie

Le ministre syrien du pétrole et de la richesse minière, Soufian al-Allao, a annoncé qu'un navire vénézuélien chargé de 35 000 tonnes de mazout était arrivé en Syrie pour briser l'embargo unilatéral mis en place illégalement par les Occidentaux.

Le Venezuela est en train de préparer un nouveau pétrolier qui s'orientera bientôt vers le pays, a-t-il souligné lors d'une conférence de presse.

Abordant la question du gaz, M. al-Allao a indiqué que la production de gaz en Syrie satisfait 50 % des besoins locaux, notant à ce sujet que des discussions sont en cours avec l'Iran et l'Algérie pour assurer le complément (de très importantes réserves de gaz ont été découvertes en Syrie, mais le pays n'est pas encore en mesure de

les exploiter).

Il a signalé que le comité mixte syro-russe, réuni à Moscou, examine la possibilité de signer un contrat à long terme avec la Russie pour exporter le mazout et le gaz vers la Syrie.

Le Venezuela avait déjà fourni l'équivalent de 600 000 barils fin 2011-début 2012, précisant que Damas était victime de « la stigmatisation de la part des impérialistes » cherchant à renverser le gouvernement en place.

D'après un rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le pays dirigé par Hugo Chavez détient des réserves prouvées de 296,50 milliards de barils, soit les plus importantes du monde.

Réseau Voltaire 25 mai 2012

EMMANUEL FUNERAL HOME

"An Oasis of Peace"



14300 West Dixie Highway, Miami, FL

110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL

Fritz G. Duvigneaud

561.502.8244 • 561.588.0302

954.942.0056

Pasteur Enoch Milien

305.949.0603 or 6118

786.487.6836

Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

La guerre entre les deux Soudans

Par Galal Nassar

Le conflit qui se poursuit entre le Nord et le Sud du Soudan et la menace de la poursuite de la fragmentation de ces pays servent de leçons pour l'ordre arabe dans son ensemble, écrit Galal Nassar.

En occupant la région pétrolière de Heglig, considérée par la communauté internationale comme faisant partie du Soudan du Nord, Salva Kiir, le président du Soudan du Sud, a fait montre soit d'imprévoyance, soit de témérité, soit d'avoir été guidé dans cet acte par des forces extérieures qui se préoccupent fort peu du bien-être du Soudan du Sud et de sa population.

En l'espace des quelques mois qui ont suivi sa sécession et son indépendance, le Soudan du Sud s'est mis au bord d'une autre guerre destructrice avec son voisin du Nord. Les signes d'une guerre imminente étaient déjà présents avant la sécession et ils ont depuis continué à se faire sentir. Des affrontements ont éclaté au Kordofan du Sud, où se trouve Heglig, en juin 2011 juste avant la proclamation d'indépendance du Sud, et certains analystes pensent que l'échec du Sud lors de ces heurts l'a conduit à son imprudence actuelle.

Le gouvernement de la capitale sud-soudanaise Djouba a adopté cette mesure agressive alors que des négociations menées par l'Union Africaine à Addis-Abeba étaient encore en cours et sans tenir compte du pacte de non-agression, signé seulement deux mois auparavant entre le Sud et le Nord, dans lequel ils se mettaient d'accord pour « continuer le dialogue sur des

questions encore à résoudre entre les deux parties ».

La décision récente d'occuper Heglig est-elle une preuve que Djouba n'avait jamais eu l'intention de respecter ses engagements et que, même au moment où Kiir signait le traité, d'autres plans étaient envisagés ?

L'Accord global de paix de 2005 (dont le sigle est CPA[1] en anglais), également connu sous le nom d'Accord de Naivasha, n'était pas seulement sensé mettre une fin au conflit entre le gouvernement soudanais et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), mais aussi aux tensions entre ce qui allait devenir deux états voisins en juillet 2011. Cependant, l'Armée populaire de libération du Soudan-Nord (APLS-Nord) est restée active et, incitée par Djouba, elle s'est alliée avec des mouvements rebelles au Darfour et au Kordofan du Sud pour former le Front révolutionnaire soudanais, dont le but déclaré est de renverser le régime de Khartoum.

Les implications de ces événements semblent claires : premièrement, les dirigeants du Sud n'ont jamais voulu mettre en place l'accord de paix qu'ils avaient déclaré rechercher dans l'Accord de Naivasha ; deuxièmement, ils ont planifié de se saisir de plus qu'ils n'avaient obtenu dans l'accord ; et, troisièmement, ils ont toujours envisagé un plus grand objectif, celui de mettre à bas le régime de Khartoum, probablement pour le compte de parties intéressées par une fragmentation accrue du Soudan.

La manière dont la situation dans les deux Soudans a évolué dans les récents mois souligne des lacunes majeures dans le CPA, qui n'a pas posé des bases capables de faire véritable-

ment cesser les tensions entre les deux côtés – peut-être parce que ce n'en était jamais réellement le but – et qui, au lieu de cela, a laissé sans réponse des problèmes de premier ordre comme des fusibles susceptibles de sauter à n'importe quel moment. Le but essentiel du CPA était sans doute clair, mais il restait très général ; il consistait en « la division du pouvoir et des richesses ». Toutefois, l'accord n'a pas spécifié comment il fallait y arriver et bien que le pouvoir a effectivement été réparti par la division du Soudan, la division des richesses n'a pas été établie, même si le Sud a obtenu les trois quarts des ressources pétrolières du Soudan, et la question des frontières reste en suspens.

En supervisant l'élaboration et la mise en place du CPA, les États-Unis ne visaient pas à mettre un terme au conflit et à ramener la paix au Soudan. A la place, leur objectif a été de diviser le Soudan avant de le fragmenter encore dans des morceaux toujours plus petits. Pour cette raison, après s'être assuré que la partition du pays se passerait comme prévu, les États-Unis ont placé de nombreuses mines qui pourraient être détonnées au lendemain de cette partition.

Néanmoins, il reste vrai que le régime du président nord-soudanais Omar el-Béchir est en grande partie responsable dans ces événements. Soutenu de peu de choses à part d'assurer sa propre survie, el-Béchir a agi d'une telle manière à récolter ce que Khartoum a obtenu de l'Accord de Naivasha : la perte du Sud, des trois quarts du pétrole du pays et de toute perspective de paix, avec des problèmes qui étaient censés se résoudre pacifiquement qui s'aggravaient trop pour espérer une résolution pacifique.

Dans leurs dernières déclarations, les dirigeants du Soudan du Sud ont exprimé clairement qu'ils considéraient les régions riches en pétrole de Heglig et Abiyé comme leur possession. Il paraît également évident que, depuis un certain temps, ils poussent les rebelles au Darfour, et peut-être au Soudan de l'Est, à faire sécession à leur tour. La dernière mesure a été voulue pour imposer une asphyxie économique à Khartoum et pour l'affaiblir politiquement, sans doute pour renforcer la position du Soudan du Sud dans les négociations au sujet d'Abiyé. Il est peu probable que les choses s'arrêtent là.

Bien que l'opinion internationale ait condamné l'occupation de Heglig par Djouba et que des appels pour son retrait inconditionnel aient été lancés par les États-Unis, l'Union Européenne, l'Union Africaine et le Conseil de sécurité des Nations Unies, Djouba a énoncé une liste de conditions qui, selon elle, doivent être remplies avant qu'elle ne se retire de la région.

Lues à haute voix par Benjamin Barnaba, le ministre sud-soudanais de l'Information, ces requêtes sont le retrait de forces nord-soudanaises de Abiyé, la cessation immédiate de tout attaque terrestre ou aérienne et le déploiement d'observateurs internationaux le long des zones frontalières démilitarisées jusqu'à ce que la délimitation entre les deux pays ait été établie par un arbitrage international.

Sous un déluge de critiques internationales, le gouvernement du Soudan du Sud a ensuite mis un peu d'eau dans son vin, en disant qu'il se retirerait de Heglig si l'ONU déployait des forces de maintien de la paix dans la région jusqu'à ce qu'un règlement puisse être atteint entre les deux parties.

Le Soudan et l'ordre Arabe

Les observateurs de la situation au Soudan craignent que l'évolution des événements dans les deux pays moins d'un an après l'indépendance du Sud soit de mauvais augure non seulement pour le Soudan, mais aussi pour l'ordre arabe dans son entièreté.

Le CPA a fourni un mécanisme qui ouvrait la possibilité d'auto-détermination pour la population du Sud au terme d'une période de six ans ; le but de cette période intérimaire était d'accorder une chance à Khartoum pour rendre la préservation de l'unité



En l'espace des quelques mois qui ont suivi sa sécession et son indépendance, le Soudan du Sud s'est mis au bord d'une autre guerre destructrice avec son voisin du Nord

du Soudan attrayante aux habitants du Sud. En grande partie à cause d'une série de gaffes politiques et militaires de la part du régime d'el-Béchir dans le Nord, ils n'ont pas été convaincus et cela s'est manifesté au referendum à la fin de la période intérimaire dans lequel la population du Sud a voté presque à l'unanimité pour la sécession, ce qui a mené à la création d'un État indépendant en juillet 2011.

Malheureusement, les arrangements sur les relations futures entre les deux Soudans se sont révélés bien limités face à l'importance de cet événement et les frontières définitives entre les deux pays n'ont toujours pas été décidées ; les deux côtés continuent donc de se quereller à ce sujet.

Une telle situation génère évidemment des tensions et celles-ci demeurent le trait principal des relations entre les deux pays. Un mois seulement avant la dernière crise, les deux camps se sont affrontés dans les zones frontalières, où des forces du Sud ont envahi et occupé Heglig, qui appartient au Nord conformément à une décision de la Cour internationale de justice, les 26 et 27 mars.

Heglig est d'une importance stratégique vitale pour le Soudan du Nord. Selon certains rapports, la région produit 50 pour cent du pétrole qui reste en possession du Nord à la suite de la sécession du Sud, tandis que d'autres élèvent le chiffre jusqu'à 70 pour cent. Les dirigeants du Sud ont légitimé leurs actions sur la base de l'auto-défense ; ils prétendent avoir agi en réponse aux attaques du Nord, en repoussant les forces d'invasion et en les refoulant jusqu'à Heglig.

Cependant, la décision du Sud d'occuper la zone laisse penser que Djouba a adopté une politique d'escalade calculée, en soupçonnant que l'un des objectifs principaux des attaques nordistes est de s'emparer des champs de pétrole dans le Sud. Dans des déclarations qui ont suivi l'occupation, les dirigeants du Sud ont insisté qu'ils ne se retireraient pas de Heglig tant que la menace des forces du Nord n'aurait pas cessé. Ils ont ensuite mis en lien le retrait sudiste de cette zone au retrait nordiste d'Abiyé, que les forces du Nord ont contrôlé depuis mai de l'année dernière. De telles tactiques d'escalade ont atteint de nouveaux sommets quand le président sud-soudanais Kiir a menacé de faire entrer ses forces à Abiyé si les Nations Unies n'évacuaient pas les forces nordistes de cet endroit.

Les officiels à Khartoum ont au départ été choqués par l'occupation sudiste de Heglig. Les négociations à Addis-Abeba étaient alors en cours et elles avaient permis de résoudre presque 80 pour cent des problèmes en suspens entre les deux États, des sources du ministre nord-soudanais des Affaires étrangères nous renseignent. Selon le ministre de la Défense nord-soudanais, les actions du Sud démontrent qu'il a collaboré depuis quelques temps avec des mouvements rebelles dans le Nord dont l'ambition est d'accaparer le pouvoir à Khartoum. Le président el-Béchir a relayé ce point de vue, en accusant le Sud d'appuyer des insurgés dans les régions du Kordofan du Sud et du Nil Bleu dans le cadre d'une campagne pour asphyxier économiquement le Nord en étouffant la production de pé-

trole à Heglig.

Etant donné ces vues et son rejet des exigences de Djouba, il était inévitable que Khartoum cesserait les discussions en Éthiopie et reviendrait à l'option militaire avec l'intention déclarée de « récupérer Heglig immédiatement et par la force ». Néanmoins, dans les deux semaines qui ont suivi la crise, le Nord n'a pas réussi à recouvrer la zone par des moyens militaires. Après avoir déclaré que Heglig serait « purgée » dans un délai de 24 heures, des rapports provenant de Khartoum ont commencé à parler de « résistance farouche » de la part des forces du Sud.

Quelque que soit l'issue de cette confrontation, une telle évolution des événements aurait dû rappeler les deux côtés leur longue et amère expérience des hostilités et aurait du servir d'énorme leçon que les solutions militaires à leurs problèmes sont contre-productives. De telles « solutions » sont extrêmement coûteuses, en particulier pour des pays aux ressources limitées. Pour le Nord, l'action militaire contre le Sud a en outre de graves répercussions sur d'autres zones de trouble, notamment au Darfour et au Kordofan.

Khartoum devrait garder à l'esprit que si le Sud impose sa volonté par des moyens militaires avec succès, ou s'il parvient à empêcher le Nord d'atteindre ses objectifs de cette manière, cela encouragera les mouvements rebelles dans le Nord et mettra en danger l'intégrité territoriale du pays.

Le point où les relations entre les deux États se sont détériorées récemment indique aussi qu'ils sont encore incapables de trouver des solutions diplomatiques sans aide extérieure et qu'ils doivent faire recours à la médiation. Peut-être que des efforts internationaux, africains et égyptiens peuvent réussir là où ils ont échoué, *Suite à la page (16)*

Intempéries à Cuba, deux morts

Deux personnes, un Cubain et un Français, ont péri lors de fortes pluies qui se sont abattues la semaine dernière sur le centre de Cuba, ont indiqué lundi les autorités cubaines. Les deux hommes - le Français Alain Manaud, 66 ans, et le Cubain Silvestre Fortun, 61 ans - avaient été portés disparus dans la nuit de mercredi à jeudi alors qu'ils tentaient de traverser des rivières en crue, lors de deux incidents distincts. Les cadavres des deux hommes ont été retrouvés samedi à plusieurs kilomètres en aval des rivières où leurs véhicules avaient été retrouvés, dans la province de Santi Spiritus, à 350 km à l'est de La Havane, la plus touchée par les pluies.

Jdd 28 mai 2012

DISTRIBUTORS WANTED

(Plywood & Sawn Lumber)

BARAMA COMPANY LIMITED:

- The largest & leading forest resource and wood products company in Guyana.
- A wholly owned subsidiary of Samling Global Limited, which is an established public listed company in Hong Kong.
- We produce and sell superior quality Plywood, Sawn Lumber and Tropical Hardwood Logs.
- We plan to expand our product here and are looking for potential distributor partners.

Come on board & grow your business with us...

'Superior Quality Wood Products Harvested under Sustainable Forest Management (SFM)'

Plywood:	Lumber:
Made from tropical dense species-Baramalli	Extensive range of species
Durable & Stable – Longer-lasting	
Wide range of applications – Different profiles & grades – Meet your customers' needs	

Contact us today: Barama Company Limited, Plywood & Sawmilling Complex, Land of Canaan, East Bank Demerara, Guyana, SA.
Tel. # 592-266-5633 • 592-696-8381
Website: www.baramaguyana.com
Email: djaisingh@baramagy.com, danieljaisingh_20@yahoo.com

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION

Adopt: A loving, educated, well traveled couple hoping to adopt a new-born. Home filled with love, laughter. Nearby extended family awaits. Please call: Lisa/ Brian 1-888-939-8399 www.Lbadopt.onfo

AUTOS WANTED

DONATE VEHICLE: RECEIVE \$1000 GROCERY COUPONS. National Animal Welfare Foundation. Support NO KILL Shelters. Help Homeless Pets. Free Towing, TAX DEDUCTIBLE, NON-RUNNERS Accepted 1-888-333-3848

AUTOS WANTED

CASH FOR CARS! We Buy ANY Car or Truck, Running or NOT! Damaged, Wrecked, Salvaged OK! Get a top dollar INSTANT offer today! 1-800-267-1591

HELP WANTED

AIRLINES ARE HIRING- Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified- Job Placement Assistance. CALL Aviation Institute of Maintenance (866)296-7093

HELP WANTED

Driver- Start out the year with Daily Pay and Weekly Hometime! Single Source Dispatch. Van and Refrigerated. CDL-A, 3 months recent experience required. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED

INSURANCE INSPECTOR FT & PT. For Kings, Queens and Nassau territories. Work independently in the field to verify measurements and condition of homes for insurance companies. *No Sales *Paid Training. Computer experience, digital camera, car, cell phone required. Knowledge of home construction and customer service a plus. Production based pay, \$15/ hour. Very achievable \$20-\$25/hour for motivated employees. Apply at: www.mueller-inc.com Reference #17316

Healthcare

will generate 3.2 million new wage & salary jobs*

How will you prepare?

Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Clinical Assistantships



CALL 718.514.7024
www.PlazaCollege.edu
74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

HOUSE FOR SALE

IRVINGTON
2 Fam house for sale W/Garage all remodeled Residential area, Xtra Apt. Basement ONLY 139K. Call Al at 973-390-2757.

LAND FOR SALE

NYS LAND WANTED Cash Buyer Looking for 2-3 farms or wood lots in your area. 25-1000 acres, cash deal, quick closing. No closing costs to you. Local NYS Forestry Company in business for over 20 years. Fully guaranteed. Call 800-229-7843

MISCELLANEOUS

EARN COLLEGE ONLINE. *Medical, *Business, *Criminal Justice. Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV certified Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com

Do you take
VIAGRA
or
CIALIS?
SAVE \$500!
Get 40 100mg/20mg pills for only \$99.00
BUY THE BLUE PILL NOW!
Call **1-888-746-5615**
CALL NOW AND GET 4 BONUS PILLS FREE!
SATISFACTION GUARANTEED

Management

of companies and enterprises will grow 11.4%*

How will you prepare?

Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Career Placement Services



CALL 718.509-9167
www.PlazaCollege.edu
74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

WANTED

BUYING ALL Gold & Silver COINS FOR CASH! Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc - Near NYC 1-800-959-3419

continued from p(9)

for the period 1945-1950. By 1945, in the Artibonite Valley alone, the company controlled 3,900 hectares directly and bought bananas from farmers on another 5,000 hectares. Growers who refused to plant bananas often faced repression and torched fields. Bananas became one of the country's major exports by 1945, but the corruption of government authorities and other factors contributed to a gradual decline.

1941: The Haitian American Agricultural Development Company (SHADA in French) was formed in order to supply the U.S. government with rubber and sisal (for rope) for World War II. The firm got a US\$5 million loan from the U.S. Export-Import Bank and a concession of some 60,000 hectares of farmland and pine forest for the dual purpose of logging and planting rubber and cryptostegia, a rubber bush. In addition, SHADA got over 130,000 hectares of land in the north and northeast, which it logged completely, in order to set up sisal plantations. Farmers thrown off their land received a pittance in compensation – between \$5 and \$25 per carreau (1.29 hectares). A million fruit trees in Haiti's southwest alone (Grande Anse) were cut down. In just one year, 1943, over 30,000 families were expelled from their lands.

The rubber project closed down in 1945, with a \$6.8 million loss. Other SHADA projects lost over \$2 million that year, too. SHADA is considered the worst fiasco "development" project in

Haitian history.

1944: Reynolds Haitian Mines, Inc., obtained an exclusive monopoly on bauxite and a concession to mine near Miragoâne. Over about 40 years, 13.3



Reynolds Metals had a bauxite mine in Miragoâne for about 30 years

million tons of bauxite was sent up to Corpus Christi, Texas. Haitian bauxite accounted for almost one-fifth of Reynolds' bauxite acquisition in the years between 1959 and 1982. Reynolds was given access to 150,000 hectares. Thousands of families were expelled.

The Haitian government got royalties of 90 US cents on the metric ton at first, then US\$1.29. When Haiti and other countries formed the International Bauxite Association (IBA) in 1974, royalties went up again, but within six years, Reynolds had pulled out, having extracted most of the bauxite and

also in search of countries with lower royalties. Over its four decades in Haiti, Reynolds built one eight-mile road and employed about 300 people.

1955: The *Société d'Exploitation et de*

Développement Economique et Naturel (SEDREN), owned by the Canadian company Consolidated Halliwell, obtained a concession to mine copper in the region of Mémé (Terre-Neuve/Gonaïves). Over 12 years (1960-1972), SEDREN exported 1.5 million tons of copper ore valued at about \$83.5 million. The government got about US\$3 million.

At its high point – 1971 – the mining industry (Reynolds and SEDREN together) employed only 889 people, who were paid only the minimum wage – less than 70 US cents a

continued from p(15)

"I think the same thing is going to happen," said Dupuy, author of *Haiti in the World Economy – Class, Race and Underdevelopment*, in a telephone interview with HGW. "The mining industry doesn't employ a lot of people, and the local ones it will employ will be unskilled labor. The cadres will come from overseas because usually these companies come with their own technology."

"As in the past, they will expropriate peasants' land. So, it will be the same thing, all over again. The contracts being signed will be what the foreign company wants, not necessarily what is in the best interests of the country, even if they present it to the public as something that is good for the country."

Guatemala – a country socially, economically and politically similar to Haiti – thought mining could "do good" there, too, and let Goldcorp open the Marlin Mine. But in 2010, the Inter-American Commission on Human Rights called on the government to shut it down temporarily due to health, environment, and human rights risks. A 2011 report by mining experts associated with Tufts University recommended that Guatemala significantly change the rules of the game: demand higher royalties and other revenues, assure better environmental protection and cleanup, and guarantee some monies reached host communities.

"Without good governance and productive investment, the local legacy of the Marlin mine could well be ecological devastation and impoverishment," the authors wrote.

Anglade is worried something similar could happen in Haiti, where government control is virtually nil. For example, although it is illegal to cut down trees, freshly sawn wood is stacked for sale in marketplaces all over the country. Today Haiti's tree cover is just 1.5%.

Up north, many of the farmers who might have benefitted by leasing their land to mining companies sold out long ago to savvy land sharks and businessmen associated with previous mining ventures in Grand Bois, a Eurasian site. Over a dozen families now farm land they no longer own.

Anglade remembers well. "When I heard that was happening, I went up there myself, to tell people not to sell, because there was gold in the land," he said. "But they sold."

Today, the poor families who still farm those lands as tenants, and hundreds of their neighbors, are worried about pollution and about being kicked off their plots. Last year, over 200 families were ousted from a nearby fertile plain to make way for a new free trade zone which the Martelly government inaugurated.

In one region, Newmont has done some "social works," according to Anglade. The company built a small bridge, a road for its all-terrain vehicles, and paid some school tuitions. Farmers are still nervous.

"They say the company will need to use the river water for 20 years, and that all the water will be polluted," worried farmer and peasant organizer Elsie Florestan, who lives near the Grand Bois site. "They say we

day at the time. All skilled labor came from overseas.

Haitian economist Fred Doura has called Haiti's economy a dependent and "extraverted" characterized by enclaves. Speaking of mining, he wrote: "The extractive industry in Haiti is a typical example of an 'enclave' industry under foreign domination where two North American transnationals exploited the minerals bauxite and copper... [T]he impact was practically null on the economy." [*Économie d'Haiti – dépendance, crise et développement* (2001)]

Sociologist and historian Alex Dupuy agrees with Doura's assessment. "Historically, foreign investments have not had positive impacts on the Haitian population in general," the Wesleyan professor explained to HGW in a telephone interview in February 2012. "Usually a few members



Recently fired Bureau of Mines chief Dieuseul Anglade (above) says it would be better to "leave the minerals underground and let future generations exploit them" than to accept pending mining conventions.

won't be able to stay here."

"The small group of people who've gotten jobs are in favor of mining, but that's 50 people!" added the 41-year-old, a member of Haiti's *Tèt Kole Ti Peyizan* ("Small Peasants Working Together") peasant movement. "If we don't organize and make some noise, we'll be completely pushed aside," she warned.

Florestan and other farmers have been watching mining crews take tens of thousands of samples from every hill and dale for years, all across the north.

"They don't even ask you who owns what land," noted peasant organizer Arnolt Jean, who lives in Lakwè, near the Dominican border. "They come, they take big chunks and put them in their knapsacks, and they leave. All of us are just watching. We need a government that controls what is going on, because we don't have the capacity to do that."

In his community, people have been panning for gold and digging their own tunnels for generations. A day's or week's work might result in nothing, but it might also bring up to \$50 worth of gold, although Dominican buyers usually pay only about half market price. Still, with most families too poor to even send all their children to school, many take to the hillsides with picks and shovels and to the rivers with pans once they have planted their crops. The landscape is pitted with holes. The rivers run brown with mud.

"Our country is poor, but what is underground could make us not poor any more," Arnolt said. "But since our wealth remains underground, it's the rich who come with their fancy equipment to dig it out. The people who live on top the land stay poor, while the rich get even richer."

Produced in partnership with Haiti Liberté.

This investigation was made possible in part by a grant from the Pulitzer Center on Crisis Reporting

Haiti Grassroots Watch – http://www.haitigrassrootswatch.org – is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti.

of the Haitian elite benefit, the state takes its part, and then the profits all go to the company."

"Peasants have good reason to be distrustful of any and all proposals of foreign investment in Haiti, because they know very well how these projects have gone in the past," Dupuy added. "They are here to invest for themselves, not for the country, not for the peasants. They appropriate peasants' lands, taking away their only means of livelihood. So why should peasants trust them, or the central government in Port-au-Prince, or anyone else?"

Note

Next week, we will present the concluding half of our English translation of Edner Paillère's "For a Plate of Beans: How Laurent Lamothe Became Prime Minister."



John Steve Brunache

GALA D'ANNIVERSAIRE

Grande Première à New York!

A l'occasion du
5ème
anniversaire du journal



Monvelyno Alexis



HAITI LIBERTÉ

5 ans de lutte * 5 ans de courage * 5 ans de résistance
Ce sera la fête du Patriotisme, de la Liberté et de la Solidarité
Une fête à vivre et à revivre en l'honneur de Charlemagne Peralte
Avec



Le groupe musical *Rétro Band* - Et d'autres artistes



Sarah Dupuy

Samedi 28 juillet 2012
9hrs PM – 3hrs AM

Dans le cadre enchanteur de
Reception House

Sis au 161-17 Northern Blvd, Flushing, NY 11358

Admission \$75.00 par personne
Information : 718-421-0162

Les places sont limitées. Il n'y aura pas de paiement à la porte. Si vous n'avez pas reçu votre carte d'invitation, hâtez vous donc de réserver votre place en appelant le **718-421-0162** ou passez à notre bureau au **1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210**



Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA)
Haitian Coalition to Support Haiti

Cordially Invites You to
Its Seventh Annual Dinner Dance

Saturday, June 9, 2012

Nine o'clock in the evening

At

La Bella Vita Banquet Hall

106-09 Rockaway Boulevard

Ozone Park, Queens, NY 11417

Donation: \$70.00 per person

Proceeds Will Fund Our Support Work in Haiti

FOR RESERVATIONS, PLEASE CALL (917) 251-6057

EMAIL: KONBITLA@YAHOO.COM

Your Presence Will Be Greatly Appreciated!

AROMARK SHIPPIING

WE NOW SHIP TO PORT AU PRINCE
FULL CONTAINER LOADS, TRUCKS, CARS,
BUSSES & CONSTRUCTION EQUIPMENT,
RECEIVING EVERY FRIDAY FROM 8 AM to 3 PM
IN RED HOOK TERMINAL

160 VAN BRUNT ST. BROOKLYN, NY 11231
SAILING TIME 12 DAYS

IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI

Aromark Shipping specializes in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, relief goods, etc...

We now ship cars, trucks & construction equipment every week to Haiti. **Sailing Time: 12 days.** Vehicles received every Friday in Brooklyn.

ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.

Please call **GABRIEL** or **ROBERT:**
973-690-5363

Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com